

**Groupe
Crédit du Nord**



**Actualisation
du Rapport Annuel 2008**
(rapport financier semestriel
au 30/06/2009 inclus)

Actualisation du Rapport Annuel 2008



Le présent document a été déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) le 28 août 2009 conformément à l'article 212-13 du règlement général de l'AMF.

Il actualise le document de référence déposé auprès de l'AMF le 28 avril 2009 sous le numéro D.09-0323 et son rectificatif déposé auprès de l'AMF le 25 mai 2009.

Il ne pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière que s'il est complété par une note d'information visée par l'AMF.

SOMMAIRE

	N° de page
I. RESPONSABLE DU DOCUMENT DE REFERENCE ET DES COMPLEMENTS D'INFORMATION	2
Nom du responsable	2
Attestation du responsable	2
II. RESPONSABLES DU CONTRÔLE DES COMPTES	3
Commissaires aux comptes titulaires	3
Commissaires aux comptes suppléants	3
III. GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE	4
1. ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION	4
2. ASSEMBLEE GENERALE DU 13 MAI 2009	5
IV. COMPTES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2009	6
1. CHIFFRES CLES	6
2. RAPPORT DE GESTION - 1 ^{er} SEMESTRE 2009	8
3. ETATS DE SYNTHESE	27
Bilan consolidé	27
Compte de résultat consolidé / Gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres	28
Evolution des capitaux propres	29
Tableau des flux de trésorerie	30
4. ANNEXES	31
5. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	67
V. TABLE DE CONCORDANCE	70

I. PERSONNE RESPONSABLE DU DOCUMENT DE REFERENCE ET DES COMPLEMENTS D'INFORMATION

1. Nom du responsable

Alain PY, Président-Directeur Général

2. Attestation du responsable de l'actualisation du document de référence

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du document de référence 2008 sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

A ma connaissance, les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document de référence et de son rectificatif.

Les informations financières historiques présentées dans le document de référence 2008 ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux, figurant en pages 130 et 131, 188, 189 et 190 du document de référence 2008, ainsi que celles incorporées par référence pour les exercices 2007, en pages 149, 208 et 209 du document de référence 2007. Les rapports des contrôleurs légaux référant aux comptes annuels et consolidés 2007 et 2008 contiennent des observations.



Alain PY
Président-Directeur Général

II. RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES

ERNST & YOUNG & AUTRES

Représenté par Bernard HELLER

Adresse : 41, rue Ybry – 92 220 Neuilly-sur-Seine

Date de nomination : 4 mai 2000 pour six exercices.

Date de renouvellement du mandat : 18 mai 2006 pour six exercices

Suppléant : PICARLE et ASSOCIES

Représenté par Denis PICARLE

Adresse : 11, allée de l'Arche, Faubourg de l'Arche – 92 400 COURBEVOIE

Date de nomination : 18 mai 2006, pour six exercices

DELOITTE & ASSOCIES

Représenté par Jean-Marc MICKELER

Adresse : 185, avenue Charles de Gaulle – 92 220 Neuilly-sur-Seine

Date de nomination : 4 mai 2000 pour six exercices

Date de renouvellement du mandat : 18 mai 2006 pour six exercices

Suppléant : B.E.A.S

Représenté par Pascal PINCEMIN

Adresse : 7-9, villa Houssay – 92 200 Neuilly-sur-Seine

Date de nomination : 4 mai 2000 pour six exercices

Date de renouvellement du mandat : 18 mai 2006 pour six exercices

III. GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

1. ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION AU 30 JUIN 2009

Conseil d'Administration	Date 1re nomination	Échéance du mandat
Président du Conseil d'Administration Alain PY	1er octobre 2002	2012
Administrateurs		
Didier ALIX	25 juillet 2007	2009
Séverin CABANNES	21 février 2007	2012
Patrick DAHER	15 septembre 2005	2009
Stefaan DECRAENE	13 mai 2009	2013
Jean-Pierre DHERMANT*	16 novembre 2006	2009
Bruno FLICHY	28 avril 1997	2011
Pierre MARIANI	13 mai 2009	2013
Alex PEYTAVIN*	12 décembre 2006	2009
Christian POIRIER	28 avril 1997	2011
Fabien FOUTRY*	10 décembre 2008	2009
Philippe RUCHETON	13 mai 2009	2013
Patrick SUET	3 mai 2001	2011

* Administrateur salarié.

Le Conseil d'Administration s'est réuni une fois depuis le début de l'année 2009 pour examiner le budget, les comptes annuels et semestriels, les choix importants en matière de stratégie commerciale, d'organisation et d'investissement.

L'Assemblée Générale a eu lieu le 13 mai 2009.

Comité Exécutif

Alain PY, Président-Directeur Général

Marc BATAVE, Directeur Général Délégué

Alain CLOT, Directeur Général Délégué

Jean-Pierre BON, Directeur Général Adjoint (Direction Financière),

Pierre BONCOURT, Directeur des Ressources Humaines,

Jean DUMONT, Directeur Central des Risques,

Thierry LUCAS, Directeur des Systèmes d'Information, des Opérations Bancaires et des Projets,

Gilles RENAUDIN, Directeur des Affaires Juridiques et des Contrôles,

Jérôme FOURRE, Directeur de la Communication, participe, ès qualité, aux réunions du Comité Exécutif.

2. ASSEMBLEE GENERALE DU 13 MAI 2009

Les actionnaires du Crédit du Nord, société anonyme au capital de 740.263.248 euros, divisé en 92.532.906 actions de huit euros chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Ordinaire le 13 mai 2009 au Siège Central à Paris 8ème, 59, boulevard Haussmann.

Onze actionnaires sont présents ou représentés et totalisent 92.532.886 actions sur un total de 92.532.906 actions constituant le capital social, réunissant ainsi le quorum légalement exigé.

- Toutes les résolutions proposées par le Conseil d'Administration ont été adoptées.
- Les comptes 2008 et le dividende de 1,40 euros ont été approuvés.
- Deux administrateurs ont été renouvelés : M. Didier ALIX et M. Patrick DAHER.
- Trois nouveaux administrateurs ont été nommés : M. Stefaan DECRAENE, M. Pierre MARIANI et M. Philippe RUCHETON.

Résolutions soumises au vote :

- 1- Approbation des comptes consolidés 2008.
- 2- Approbation des comptes individuels 2008.
- 3- Affectation du résultat 2008 ; fixation du dividende et de sa date de mise en paiement.
- 4- Approbation des conventions réglementées visées aux articles L 225 – 38 et suivants du Code de Commerce.
- 5- Renouvellement du mandat de M. Didier ALIX.
- 6- Renouvellement du mandat de M. Patrick DAHER.
- 7- Nomination de M. Stefaan DECRAENE en qualité d'Administrateur.
- 8- Nomination de M. Pierre MARIANI en qualité d'Administrateur.
- 9- Nomination de M. Philippe RUCHETON en qualité d'Administrateur.
- 10- Remplacement de M. José-Luis GARCIA par M. Jean Marc MICKELER en tant que représentant du cabinet DELOITTE & ASSOCIES, Commissaire aux Comptes titulaire.
- 11- Remplacement de Mme Isabelle SANTENAC par M. Bernard HELLER en tant que représentant du cabinet ERNST & YOUNG, Commissaire aux Comptes titulaire.
- 12- Pouvoirs.



IV. COMPTES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2009

1 - Chiffres clés

Groupe : données consolidées

EN MILLIONS D'EUROS	30/06/2009 IAS/IFRS	30/06/2008 IAS/IFRS	VARIATION % 2009/2008 IAS/IFRS
BILAN			
Dépôts clientèle	18 361,5	18 106,3	+ 1,4
Crédits clientèle	25 396,8	24 476,6	+ 3,8
Capitaux propres ⁽¹⁾	1 894,1	1 837,4	+ 3,1
Encours créances douteuses (montant brut)	1 540,0	1 252,8	+ 22,9
Dépréciations sur créances individualisées	-732,1	-606,2	+ 20,8
TOTAL DU BILAN	39 314,4	37 721,5	+ 4,2
ACTIFS GÉRÉS⁽²⁾	24 699,4	25 383,3	- 2,7
RÉSULTATS			
Produit Net Bancaire	769,8	753,9	+ 2,1
Résultat Brut d'Exploitation	248,9	240,5	+ 3,5
Résultat courant avant impôt	148,2	200,3	- 26,0
Bénéfice net (part du Groupe)	98,0	131,8	- 25,6

(1) Inclut les résultats en formation

(2) Hors conservation pour compte de tiers et retraité des OPCVM inclus dans les supports d'assurance-vie



Chiffres clés

RATIOS (en %)	30/06/2009	30/06/2008	30/06/2007
Coût du risque / Encours de crédits	0,81%	0,34%	0,32%
Capitaux propres / Total du Bilan	4,82%	4,87%	5,04%
Ratio de solvabilité ⁽¹⁾	8,79%	8,41%	9,41%
Part des fonds propres durs ⁽²⁾ / Encours pondérés Bâle I ⁽¹⁾	7,53%	6,94%	6,90%

NOTATIONS	30/06/2009	30/06/2008	30/06/2007
Standard and Poor's CT	A - 1	A - 1 +	A - 1 +
LT	A +	AA -	AA
Fitch CT	F1	F1	F1 +
LT	A	A +	AA -
Intrinsèque*	BC	BC	BC

* La notation intrinsèque est celle du Groupe Crédit du Nord considéré en tant que tel par l'agence de notation, i.e. sans prendre en compte son appartenance au Groupe Société Générale.

Contribution du Crédit du Nord (maison mère)

EN MILLIONS D'EUROS	30/06/2009 IAS/IFRS	30/06/2008 IAS/IFRS	VARIATION % 2009/2008
Produit Net Bancaire	529,3	540,7	- 2,1
Résultat Brut d'Exploitation	196,4	213,2	- 7,9
Résultat net	124,4	157,7	- 21,1

⁽¹⁾ Ces ratios sont présentés à titre d'information pour apprécier la rentabilité du Groupe Crédit du Nord puisqu'il convient de rappeler que, compte tenu de son actionnariat, le Groupe Crédit du Nord n'est pas assujéti individuellement au respect des ratios réglementaires de solvabilité Bâle I.

⁽²⁾ Tier One

⁽¹⁾ et ⁽²⁾ incluent les résultats en formation, nets des prévisions de distribution des dividendes.



2- Rapport de gestion – 1^{er} semestre 2009

Une crise économique mondiale d'une profondeur sans précédent

L'économie mondiale connaît depuis de nombreux mois une crise d'une ampleur et d'une gravité sans précédent depuis la fin de la seconde guerre mondiale. La faillite de la banque d'affaire américaine Lehman Brothers à la fin de l'été 2008 a provoqué le ralentissement brutal du commerce international et donné un coup d'arrêt à la croissance dans toutes des régions du monde. La faiblesse de l'activité est telle que la plupart des pays connaîtront une contraction de leur PIB en 2009. Aucun secteur économique n'est épargné par la sévérité de la crise, même si ceux de la finance, de l'automobile et de l'immobilier semblent les plus sévèrement touchés. Après des années de quasi plein emploi, le chômage est orienté à la hausse dans tous les pays du monde et plus particulièrement aux Etats-Unis et en Europe.

Les autorités monétaires et gouvernementales des grands pays industriels ne sont pas restées inertes face à la sévérité de la crise. Sous l'égide du G20, les principales puissances économiques ont mis en place début 2009 des plans de relance budgétaire vigoureux avec l'appui des banques centrales qui, de façon coordonnée, mènent des politiques monétaires particulièrement accommodantes. Les taux directeurs des plus importantes banques centrales ont ainsi atteint des niveaux extrêmement bas, et des mesures non conventionnelles ont été prises, notamment par la FED et la BCE, afin de soutenir le marché obligataire.

Les prix des matières premières et des produits énergétiques, qui avaient atteint des sommets et provoqué une spirale inflationniste jusqu'au milieu de l'année dernière, se sont depuis fortement contractés sous l'effet de la chute de la demande. Cette tendance s'infléchit quelque peu à mi année compte tenu de l'amélioration toute relative et fragile de la conjoncture qui semble se dessiner, mais également du fait d'un report de la forte liquidité des marchés sur ces classes d'actifs.

Comme tous les pays européens, la France n'échappe pas à cette récession profonde, et devrait connaître en 2009 un fort repli de son PIB, avec l'effondrement de la production industrielle et la contraction de la demande, très marquée sur la première partie de l'année. Le taux de chômage, déjà élevé, est attendu autour de 10% en fin d'année. Les mesures gouvernementales de soutien à l'économie et la politique monétaire de la BCE ne devraient pas porter leurs fruits avant début 2010, sauf amélioration sensible de la conjoncture économique mondiale d'ici là.

Ce contexte de récession sévère et profonde s'est traduit par un effondrement des marchés boursiers en début d'année. Les indices sont repartis à la hausse, dans l'espoir d'une stabilisation, voire d'une timide amélioration de l'activité économique au 2nd semestre. En France, l'indice CAC 40 clôturait à 3140 points le 30 juin 2009, limitant à 2% le repli par rapport au 1^{er} janvier.

Pénalisé par la crise, le Groupe Crédit du Nord présente des résultats en retrait principalement du fait de la forte croissance du coût du risque

Les résultats au 30 juin 2009 sont établis selon les normes comptables IFRS. Ils sont comparés à des chiffres 2008 établis selon les mêmes normes.

Le Groupe Crédit du Nord affiche une croissance de son PNB consolidé de 2,1% au 30 juin 2009. Le RBE progresse de 3,5%. Le résultat d'exploitation recule de 26,7%, la charge du risque étant multipliée par deux et demi. Le résultat net part du Groupe ressort à 98,0 M€, en baisse de 25,6%. Le ROE est de 11,3% pour un Tier One de 7,5%.

Les résultats du 1^{er} semestre 2008 avaient été particulièrement affectés par ceux de la société de gestion mobilière du Groupe, Etoile Gestion, qui avait été amenée à céder des actifs détenus par certains de ses fonds se traduisant par une perte de 72,5 M€. Par ailleurs, le Groupe avait dû constater la valorisation en juste valeur de ses passifs financiers dans le respect des normes comptables IFRS, impactant positivement le PNB à hauteur de 43,7 M€ au 30 juin 2008. Inversement, le resserrement des spreads de crédit et la légère diminution de l'encours au 1^{er} semestre 2009 se traduisent par une charge de 11,3 M€ comptabilisée au 30 juin 2009.

Corrigé de cette perte non récurrente, des mouvements de provision au titre des engagements futurs attachés aux produits d'épargne logement PEL et CEL, et de la variation de la juste valeur des passifs, le PNB du Groupe ressort en léger recul de 0,9% au 1^{er} semestre 2009.

Cette stagnation du PNB résulte d'une baisse significative des commissions financières particulièrement dégradées du fait de l'environnement économique et financier, et de l'effrètement de la marge sur dépôts lié principalement au maintien à haut niveau au début de l'exercice des taux de rémunération des comptes d'épargne réglementés.



Rapport de gestion JUN 2009

L'évolution de la marge sur dépôts est négative au 1^{er} semestre 2009 sous l'effet de la brutale détente des taux d'intérêt survenue en début d'année. Le retard avec lequel la baisse des taux courts a été répercutée sur le taux de rémunération des comptes d'épargne réglementée a eu pour conséquences une contraction de la marge commerciale et un transfert des volumes de dépôts à vue des particuliers vers ces formules d'épargne devenues particulièrement rémunératrices, ainsi que vers les contrats d'assurance vie en euros encore bien rémunérés.

La récession économique s'est traduite par un effondrement des investissements productifs des entreprises et de leurs besoins de financement. La chute de leurs chiffres d'affaires a eu par ailleurs pour effet une forte contraction des tirages des entreprises sur leurs lignes à court terme ainsi que des mobilisations de créances. Pour autant, la marge sur crédits a bénéficié de la poursuite au 1^{er} semestre 2009 du processus de restauration des niveaux de marge amorcé en 2008, accompagné de la prise en compte dans nos barèmes du coût élevé d'accès à la liquidité.

Les très fortes incertitudes des ménages en cette période de crise et l'orientation à la baisse du marché immobilier ont conduit à un recul des productions de crédits à l'habitat et une réduction des remboursements anticipés au 1^{er} semestre 2009 par rapport au 1^{er} semestre 2008 qui constitue toutefois une référence historiquement haute. L'encours de crédits à l'habitat augmente encore néanmoins, soutenu par les productions élevées de 2008, et avec un niveau de marge en amélioration. Les utilisations de crédits revolving ont progressé de façon satisfaisante même si la tendance est au ralentissement. A contrario, l'aggravation de la crise économique, et son impact négatif sur la consommation et notamment sur les achats d'automobiles ont eu pour effet un net recul de la production de prêts personnels.

Au global, la marge sur crédits affiche une progression de 13,0% au 30 juin 2009, bénéficiant de l'évolution encore positive des encours de crédits et du mouvement de reconstitution des taux de marge.

Les commissions de services ont également connu une croissance soutenue de 4,1%, conséquence du développement des fonds de commerce, de la contribution des nouvelles agences, et des efforts d'amélioration de l'équipement de la clientèle en produits et services bancaires et d'assurance.

Dans un environnement de marchés boursiers et financiers ébranlés par la crise et en évolution encore très négative en début d'année, les commissions financières du Groupe ont reculé de 12,1%, hors pertes sur cessions d'actifs Etoile Gestion au 1^{er} semestre 2008. Au 30 juin, seules progressent les commissions d'assurance vie, tirées par la croissance de la collecte et de l'encours.

La société de gestion mobilière Etoile Gestion a renoué avec des résultats positifs au 1^{er} semestre 2009, après les pertes sur cessions d'actifs supportées en 2008. Corrigé de cet effet, le PNB d'Etoile Gestion est néanmoins en recul de 31,6%, l'orientation défavorable des marchés et le reflux des produits actions ayant impacté l'évolution des commissions de gestion.

Opérant sur fond de crise économique et financière, et en l'absence d'opération réalisée sur le marché primaire – totalement fermé depuis de nombreux mois – le PNB de la société de Bourse Gilbert Dupont, spécialiste des petites et moyennes valeurs, ressort en baisse de 12,0% au 30 juin 2009.

Le Crédit du Nord poursuit le développement du maillage de son réseau par l'ouverture de nouvelles agences

Sans se fixer d'objectif volontaire comme il l'a fait sur la période 2004/2009, le Groupe Crédit du Nord a ouvert 13 agences au public au cours du 1^{er} semestre.

Le développement de ces nouvelles agences est tout à fait conforme aux attentes, avec une montée en puissance du PNB un peu plus rapide que celle anticipée, grâce à une conquête dynamique sur le marché des particuliers et une part de clients professionnels dans le fonds de commerce légèrement plus forte qu'initialement prévue. De plus, ces ouvertures d'agences ont permis à un certain nombre de clients particuliers de grandes métropoles, et plus particulièrement d'Ile-de-France, de transférer leurs comptes dans une agence proche de leur lieu de résidence, et ainsi de profiter d'une plus grande proximité dans leur relation bancaire.

Depuis 2004, plus de 140 nouvelles agences ont été ouvertes dans des zones à fort potentiel, réparties sur l'ensemble du territoire métropolitain. Ces nouvelles agences participent de façon significative aux réalisations commerciales et financières du Groupe Crédit du Nord et leur développement constitue un réel relai de croissance.



Rapport de gestion JUN 2009

Le Crédit du Nord poursuit la mise en œuvre de grands projets techniques et organisationnels

Le Crédit du Nord achève la mise en œuvre des chantiers techniques ou d'infrastructure engagés depuis plusieurs années, et pose les jalons de nouveaux projets de rénovation.

Le poste de travail en agence bénéficie de nouvelles fonctionnalités, notamment sur les clientèles commerciales, et de l'intégration de nouveaux produits et services. Ce projet majeur pour le Groupe parviendra à maturité complète en fin d'année avec l'intégration de la totalité des situations de travail du front et du middle office sur le poste de travail.

Le projet réglementaire de passage aux nouvelles normes prudentielles Bâle II, qui a entraîné la rénovation du système d'information et la refonte des systèmes de gestion et de pilotage des risques, est entré dans une phase opérationnelle, avec la réalisation des chiffrages d'encours pondérés qui permettent, depuis plus d'un an, le calcul de fonds propres en normes Bâle II. Le Groupe Crédit du Nord a obtenu la validation des autorités bancaires nécessaire à l'utilisation des méthodes avancées pour l'évaluation de ses risques sur la quasi totalité des encours de crédits.

Sur le plan organisationnel, le projet de rationalisation touchant l'organisation des middle offices lancé par le Crédit du Nord il y a trois ans se poursuit conformément au plan de marche. Ce projet, qui arrivera à son terme début 2010, prend en compte l'évolution des comportements des clients, avec la montée en puissance des canaux à distance, et bénéficie de la mise en œuvre de nouvelles fonctionnalités du poste de travail notamment dans les process de gestion du crédit.

Par ailleurs, le projet de rénovation des systèmes de flux, qui s'efforce de transformer la contrainte d'évolution réglementaire des systèmes de paiement (SEPA) en opportunité de consolidation de la stratégie de banque de flux, ainsi que le projet de plateforme technique multicanal visant à moderniser l'offre de banque à distance en tirant parti des nouvelles technologies et des investissements réalisés sur le poste de travail, sont entrés en phase de développement.

Dans le domaine commercial, un outil de pilotage rénové et s'appuyant sur un modèle de données unique a été déployé dans l'ensemble du réseau début 2009. Il doit permettre au réseau de gagner encore en tonicité commerciale et d'améliorer l'équipement de la clientèle en produit et services.

Le Crédit du Nord a également lancé plusieurs nouveaux projets début 2009 parmi lesquels le projet de refonte des processus et applicatifs de gestion visant à optimiser le suivi et la prévention des dépassements, ou le projet de rénovation des outils de marketing pour la réalisation de campagnes nationales et régionales.

Enfin, une démarche de modernisation de l'offre Internet en faveur des clientèles de professionnels et d'entreprises a été engagée.

La mise en œuvre méthodique de la rénovation de son système d'information permet au Crédit du Nord de disposer d'un système au niveau des meilleurs des standards du marché.



Rapport de gestion JUN 2009

Activité commerciale

L'analyse de l'activité commerciale du réseau du Groupe Crédit du Nord couvre le périmètre de l'ensemble des banques du Groupe, c'est à dire le Crédit du Nord et ses six filiales bancaires : les banques Courtois, Rhône-Alpes, Tarneaud, Laydernier, Nuger et Kolb.

Les indicateurs présentés sont relatifs à l'activité en euros, qui représente la quasi-totalité des activités du Groupe. Les encours repris comme les évolutions touchant aux fonds de commerce comparent des chiffres de fin de période (fin juin).

Poursuite du développement du fonds de commerce et de la satisfaction de nos clients sur fond de crise économique

La croissance du fonds de commerce de **particuliers** s'élève encore à 2,3% sur un an, dans un environnement de crise pourtant peu propice à la mobilité bancaire pour la clientèle. Au 30 juin 2009, le fonds de commerce compte 1,4 millions de particuliers, soit plus de 110.000 clients sur 3 ans.

La progression du fonds de commerce bénéficie des efforts de conquête de nouveaux clients, notamment via la recommandation, et de la prévention des départs ainsi que de l'apport des nouvelles agences.

Cette croissance s'accompagne d'une intensification du rythme de vente de produits auprès de la clientèle. L'équipement des clients en 6 produits se maintient à un niveau élevé de 44,5%.

De nouveaux produits et services ont été lancés en 2009. Depuis le 1^{er} janvier, plus de 150.000 livrets A ont été ouverts par nos clients ou leurs enfants, pour un montant d'épargne confiée totalisant près de 600 M€ au 30 juin.

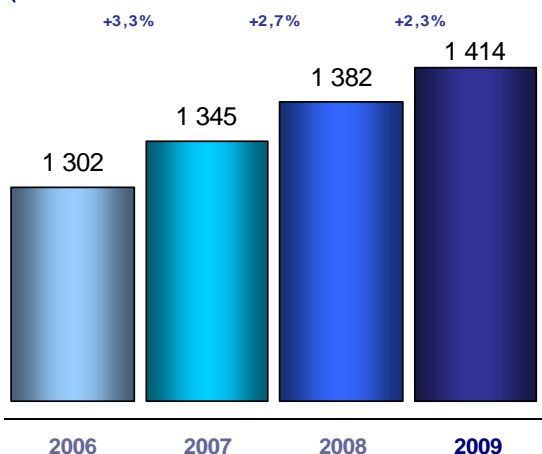
Parmi les nouveaux services figure la Garantie des Accidents de la Vie, développé avec la société d'assurances Sogessur, qui propose à la clientèle une prise en charge financière des accidents de la vie quotidienne. Ce contrat de prévoyance vient enrichir la gamme d'assurances de personnes du Groupe qui devient complète. Son lancement est un succès commercial avec plus de 13.000 contrats commercialisés en seulement 6 mois. Par ailleurs, le très bon accueil reçu par Antarius Protection Famille lors de sa commercialisation début 2008 se confirme dans la durée, avec près de 18.000 contrats vendus à fin juin 2009, en hausse de 56,5% sur un an. Le succès du contrat Protection Juridique ne se dément pas : 3 ans après son lancement, 28.600 contrats ont été commercialisés. Au 30 juin 2009, la progression atteint 16,5% sur un an.

L'accès à la Banque via les canaux à distance poursuit sa progression à un rythme très élevé, avec plus de 13 millions de connexions au site Internet dédié au marché des particuliers recensées au 1^{er} semestre 2009. Le nombre de contrats actifs progresse de 17,0%.

FONDS DE COMMERCE PARTICULIERS

(au 30 juin)

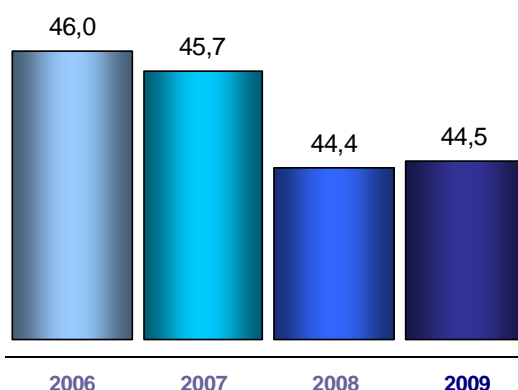
Nombre de
clients (en
milliers)



FIDÉLISATION DE NOTRE CLIENTÈLE

(au 30 juin)

Équipement six produits et
plus (en %)



Les taux de croissance sont calculés sur la base des chiffres exacts et non sur la base des chiffres arrondis présentés dans les graphiques. Cette remarque vaut pour l'ensemble des graphiques du rapport.



Rapport de gestion JUN 2009

Le développement de la clientèle de **professionnels** reste une de nos priorités, bien que la crise implique une conquête plus sélective. Avec 173.000 clients au 30 juin 2009, la croissance du fonds de commerce atteint 5,0% sur un an. Ce résultat témoigne de la qualité du dispositif spécifique de proximité du Crédit du Nord, caractérisé par la présence de conseillers dédiés, en charge tant de la partie commerciale que de la partie privée de la relation, par le maintien d'un service de caisse dans toutes les agences, et par une offre adaptée. Comme pour le marché des particuliers, les nouvelles agences contribuent de façon non négligeable à la croissance du fonds de commerce.

Reflète de la confiance de la clientèle, le nombre de contrats monétiques destinés aux commerçants est en progression de 2,0% et la hausse du nombre de clients équipés de l'offre packagée Convention Alliance atteint 6,0% sur un an, avec 57,5% des clients équipés.

Dans le domaine de la prévoyance, le nombre de souscriptions du contrat Etoile Sécurité, destiné à compléter l'épargne confiée par nos clients en cas de décès, augmente de 8,0% sur un an et, comme sur le marché des particuliers, le contrat Protection Juridique se développe toujours avec succès, avec près de 5.500 contrats commercialisés fin juin 2009. La hausse atteint 14,1% sur un an.

Le nombre de Plans d'Epargne Interentreprises, produit d'épargne salariale dédié aux petites entreprises, aux entrepreneurs individuels et aux professions libérales est en progression toujours forte de 14,6% sur un an.

L'accès à la Banque via le site Internet dédié aux professionnels connaît une hausse significative d'activité avec plus de 5 millions de connexions enregistrées au 1^{er} semestre 2009, en hausse de 15,2% sur le 1^{er} semestre 2008.

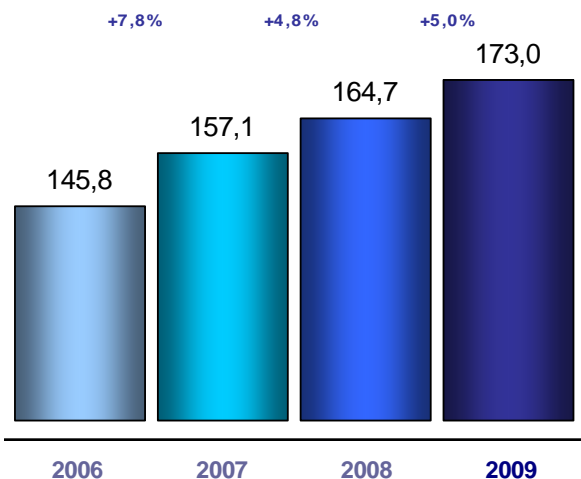
Le fonds de commerce d'**entreprises** progresse de 1,1% sur un an, avec une augmentation de la pénétration sur les plus importants chiffres d'affaires.

Près de trois entreprises sur quatre sont désormais détentrices d'un contrat Internet actif, soit une hausse de plus de 6 points sur un an. Le nombre de connexions au site Internet dédié aux entreprises représente près de 1,9 millions de connexions au 1^{er} semestre 2009, en hausse de 11,4% par rapport au 1^{er} semestre 2008.

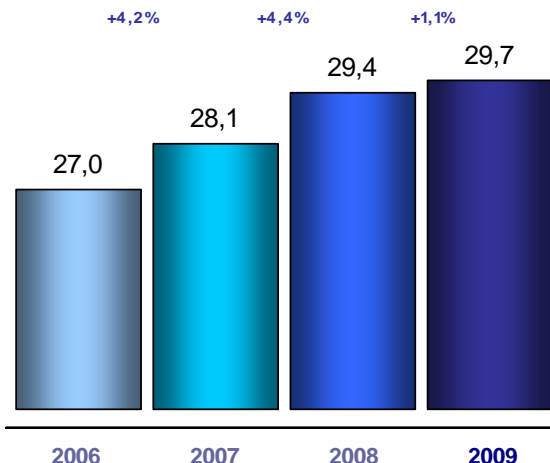
Un baromètre⁽¹⁾ concurrentiel de mesure de la satisfaction clientèle, réalisé en 2009 auprès d'échantillons représentatifs de clients sur tous ses marchés, a positionné une nouvelle fois le Crédit du Nord en tête des principales banques françaises sur les marchés de particuliers et de professionnels et 2^e sur le marché d'entreprises et ce, sur la majorité des thèmes cités : satisfaction globale client, image, confiance, conseiller. Les résultats de ce baromètre sont le reflet de l'excellente qualité de notre relation avec nos clients, cœur de notre modèle de développement.

(1) Source : institut de sondage CSA, 2 mars 2009 - 9 avril 2009, baromètre concurrentiel (sondage téléphonique)

FONDS DE COMMERCE PROFESSIONNELS
(au 30 juin)



FONDS DE COMMERCE ENTREPRISES
(au 30 juin)





Rapport de gestion JUN 2009

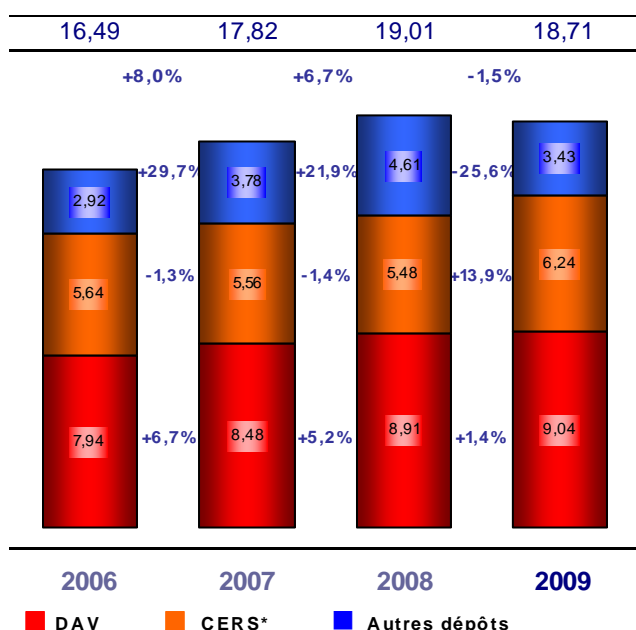
Les encours d'épargne affectés par la crise

Les encours d'épargne ont reculé au 1^{er} semestre 2009 sur fond de crise économique et de forte détente des taux d'intérêt.

Après s'être effondrés fin 2008 sous l'effet de la crise financière, les indices boursiers ont connu une évolution encore très défavorable en début d'année 2009, même si elle s'est inversée récemment. Au 30 juin 2009, l'indice CAC 40 clôturait à 3140 points, limitant le repli à 2% par rapport au 1^{er} janvier. En l'absence d'effet de valorisation et compte tenu d'une collecte insuffisante, les encours d'épargne financière (bilan et hors bilan) ont reculé de 3,5% sur un an.

Les encours de dépôts à vue s'inscrivent toujours en hausse significative de 5,7% sur les marchés de professionnels et d'entreprises, les placements monétaires étant devenus moins attractifs avec la baisse des taux courts. A contrario, les niveaux de rémunération encore élevés de certaines formules d'épargne du marché de particuliers – produits d'épargne réglementée et assurance vie essentiellement - ont incité les ménages à réaliser des arbitrages notamment au détriment des comptes à vue dont l'encours recule de 1,4% sur un an. Cette tendance s'infléchit en fin de période avec la baisse de 225 points de base du taux de rémunération des produits d'épargne réglementée, survenue à deux reprises le 1^{er} février et le 1^{er} mai 2009.

ENCOURS DE DÉPÔTS (en Md€) **BILANTIELS** évolution cumulée au 30 juin



Après avoir connu une croissance forte en 2008, les comptes à terme ont vu leur volume chuter de 53,9% sur un an en raison de la baisse significative des taux courts survenue en tout début d'année. Ces capitaux ont été réinvestis en épargne bancaire ou sont venus alimenter les contrats d'assurance vie en euros.

Au global, la collecte d'encours d'épargne bancaire liquide a atteint 1,0 Md€ au 1^{er} semestre. Au 30 juin 2009, les volumes sont en augmentation de 25,8% sur un an. La contribution du livret A, commercialisé depuis le début de l'année, est significative avec un encours collecté de près de 600 M€.

L'activité d'assurance vie a connu une croissance significative au 1^{er} semestre 2009, supérieure à celle du marché, et soutenue par les bonnes performances de la Banque Privée. La hausse de la collecte est proche de 20% en raison de la désaffection de la clientèle pour les comptes à terme et de l'aversion pour les marchés financiers. La part des contrats en unité de compte par rapport à celle des contrats en euros est toutefois en forte baisse, et traduit le repli de la clientèle vers les supports les moins risqués. En dépit de l'effet de valorisation négatif des supports en unités de compte au 30 juin 2009, l'encours d'assurance vie progresse de 3,1% sur un an.

La décollecte d'encours d'Epargne Logement, consécutive à la fiscalisation le 1^{er} janvier 2006 des plans de douze ans et plus, s'est poursuivie au 1^{er} semestre 2009. Le rythme des retraits a toutefois nettement ralenti et un mouvement de collecte positif a même été observé en fin de période, le taux de rémunération de ce produit étant devenu à nouveau compétitif par rapport à celui de certaines autres formules d'épargne.

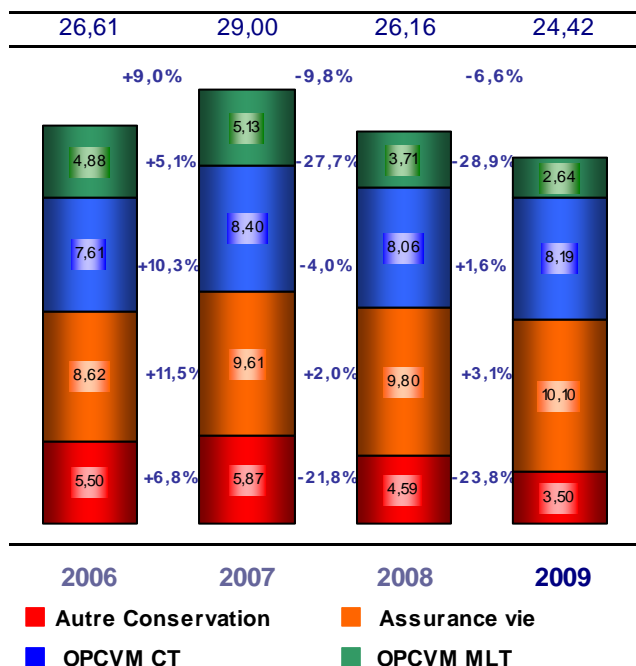
Sur fond de baisse des marchés financiers, les encours d'OPCVM moyen et long terme reculent de manière importante (-28,9%) au 30 juin 2009. Signe d'attentisme et d'aversion au risque de la part de la clientèle comme en témoigne la baisse des ordres de bourse traités, la production a ralenti. Sous l'effet du volant naturel de rachats, la collecte nette d'OPCVM à moyen et long terme reste négative au 1^{er} semestre 2009, même si la tendance est la stabilisation en fin de période.

* CERS : Comptes d'Epargne à Régime Spécial (comptes sur livret, livrets de développement durable...) ou assimilés (épargne logement)



Rapport de gestion JUIN 2009

ENCOURS D'ÉPARGNE HORS BILAN (en Md€) évolution cumulée au 30 juin



L'encours d'OPCVM à court terme est relativement stable sur un an, avec une légère croissance de 1,6% au 30 juin 2009. Les OPCVM monétaires dédiés aux clientèles de particuliers et de professionnels ont progressé de 6,3% mais la tendance s'infléchit en fin de période du fait de l'orientation à la baisse des taux d'intérêts à court terme.

Les placements monétaires étant devenus moins attractifs pour les entreprises avec la baisse des taux courts, les souscriptions par ces clientèles ont diminué et l'encours d'OPCVM court terme des entreprises et des institutionnels est en très léger recul de 0,5%, venant alimenter pour partie des formules de BMTN commercialisées par le Crédit du Nord et permettant ainsi de satisfaire les besoins de liquidité.

La détention de titres en direct diminue de 23,8% au 1^{er} semestre 2009, très affectée par la baisse des indices boursiers et la forte volatilité des marchés durant cette période.

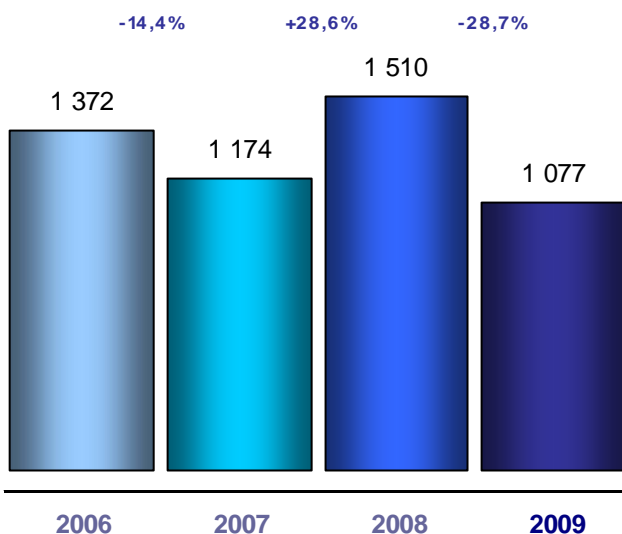
Les productions de crédits aux particuliers en repli compte tenu des incertitudes nées de la crise économique

Le bon positionnement de nos grilles tarifaires et une demande de crédits encore soutenue avaient alimenté la croissance des productions de crédits à l'habitat en 2008, malgré une démarche de reconstitution progressive des marges et de la prise en compte du renchérissement du coût d'accès à la liquidité.

Les très fortes incertitudes nées de la crise économique ont depuis orienté le marché immobilier à la baisse et se sont traduites par un recul de la demande et une baisse des productions. Le montant total des décaissements de crédits à l'habitat se limite à 1 milliard d'euros au 1^{er} semestre 2009, soit un repli de 28,7% sur le 1^{er} semestre 2008 qui constitue cependant une référence élevée. La proportion des entrées en relation par le crédit à l'habitat reste supérieure à 10%, et témoigne de la qualité de notre conquête de nouveaux clients. Par ailleurs, le mouvement de reconstitution des marges amorcé en 2008 s'est poursuivi au 1^{er} semestre 2009 bien que la concurrence se soit intensifiée.

Dans ce contexte difficile, le Crédit du Nord continue de mener une politique prudente et sélective en matière de risque, en s'attachant à respecter des niveaux d'apport personnel, des taux d'endettement raisonnables et en ne commercialisant que des productions à taux fixe ou à taux variable capé sur des durées de moins de 25 ans.

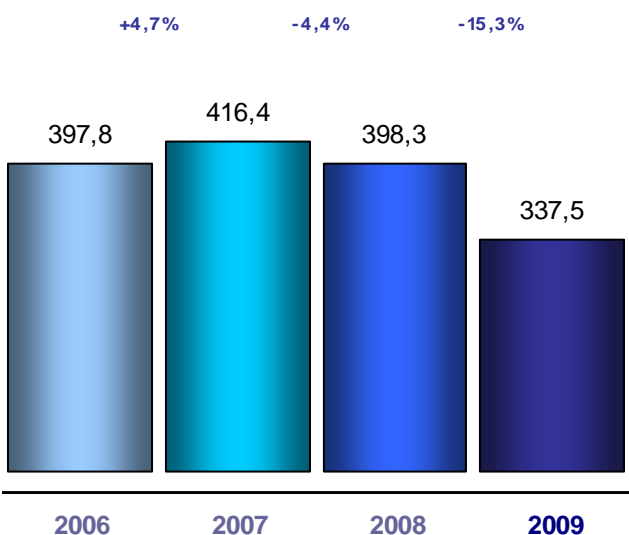
PRODUCTION DE CRÉDITS À L'HABITAT (en m€) (au 30 juin)





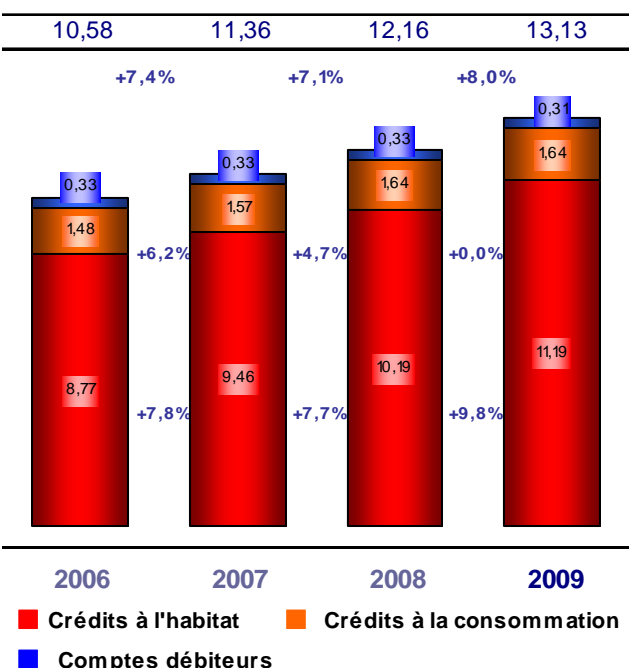
Rapport de gestion JUN 2009

PRODUCTION DE PRÊTS PERSONNELS (en m€) (au 30 juin)



L'aggravation de la crise économique, avec ses conséquences négatives sur la consommation et notamment sur les achats d'automobiles, s'est traduite par un recul de la production de prêts personnels de 15,3%, retraits qui apparaît moins important que celui affiché par le marché.

ENCOURS DE CRÉDITS AUX PARTICULIERS (en Md€) évolution cumulée au 30 juin



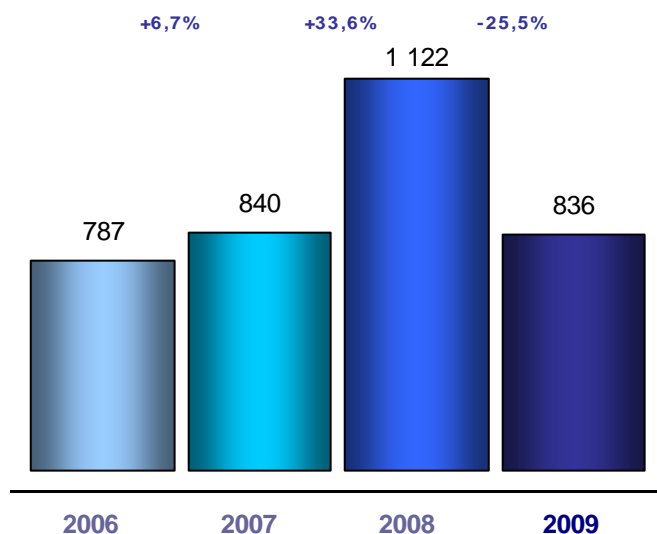
Reflétant l'attentisme et la prudence des ménages en période de crise, ainsi que les mesures de prévention du risque mises en œuvre par le réseau, les comptes débiteurs des particuliers enregistrent une contraction de 7,8% en moyenne au 1^{er} semestre.

Les utilisations de crédits revolving restent orientées à la hausse avec une croissance moyenne de 5,0% au 1^{er} semestre 2009, fruit de la refonte de l'offre commerciale réalisée il y a deux ans et de nos efforts d'équipement de la clientèle. Le rythme de progression ralentit cependant à 4,0% en fin de période.

Des crédits aux entreprises⁽¹⁾ profondément affectés par la récession

L'ampleur de la récession économique, sa diffusion à l'ensemble des secteurs d'activité, et l'absence totale de visibilité sur une possible reprise à court terme ont eu pour effet l'effondrement des investissements productifs des entreprises. Le recul de production de crédits d'équipement atteint 25,5% au 1^{er} semestre, pour revenir sur le niveau déjà élevé de 2007. Ce résultat est également le fruit d'une approche sélective fondée sur la restauration de la rentabilité et la maîtrise des risques.

PRODUCTION DE CRÉDITS D'ÉQUIPEMENT (y compris PBE)⁽²⁾ (en m€) (au 30 juin)



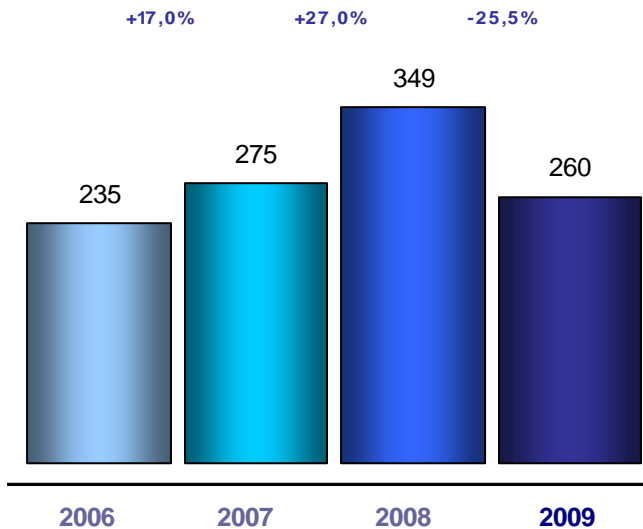
⁽¹⁾ et assimilées : entreprises, professionnels, et institutionnels

⁽²⁾ y compris financements spécialisés



Rapport de gestion JUIN 2009

PRODUCTION DE CRÉDIT-BAIL MOBILIER (au 30 juin) (en m€)

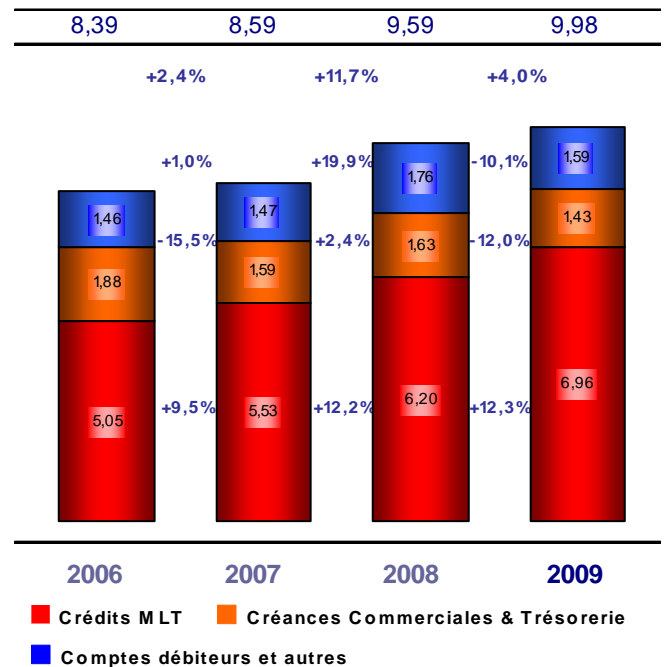


Compte tenu du marasme économique, les productions de crédit bail mobilier s'établissent également en baisse de 25,5% en dépit d'une volonté stratégique forte de développer les financements des entreprises sous cette forme plus sécurisée pour la banque. Comme pour les crédits d'équipement, elles retrouvent les chiffres de 2007.

L'effondrement brutal de l'activité et la chute du chiffre d'affaires des entreprises qui l'a accompagnée se sont traduits par une forte contraction des tirages de caisse et des mobilisations de créances de nos clients. Au 30 juin 2009, le montant des concours à court terme aux entreprises est en repli de 11,0% sur un an.

ENCOURS DE CRÉDITS AUX ENTREPRISES (en Md€)

évolution cumulée au 30 juin



Evolution du total des encours de crédits entreprises hors portage ponctuel de papiers CDN : +5,0% (-9,0% sur les encours de crédits court terme)



Rapport de gestion JUN 2009

Évolutions financières

Les données présentées ci-après sont directement issues des chiffres comptables portant sur la totalité du périmètre de consolidation.

Le périmètre de consolidation n'a pas enregistré d'évolution significative au premier semestre 2009. Le détail des évolutions du périmètre de consolidation est présenté dans la note 2 des annexes aux comptes consolidés.

Dans le but d'apporter des compléments d'information sur les évolutions des principaux soldes intermédiaires de gestion, nous ferons référence à des analyses de gestion qui portent sur des périmètres précisés dans le corps du texte.

Ces analyses concernent l'activité Banque de détail dont le PNB représente plus de 90% de la totalité du PNB du Groupe.

Les chiffres présentés sont établis selon les normes comptables IFRS, y compris les normes 32 et 39 et IFRS 4.

	30/06/2009 M€	30/06/2008 M€	VARIATION % 2009/2008
(y compris variation de la provision PEL/CEL)			
Intérêts nets et revenus divers	393,1	438,3	- 10,3
Commissions nettes	376,7	315,6	+ 19,4
PNB	769,8	753,9	+ 2,1

Après reprise de la provision constituée au titre des engagements futurs attachés aux produits d'épargne logement, (7,3 M€ au premier semestre 2009 contre 1,9 M€ au premier semestre 2008), le PNB comptable ressort en hausse de 2,1%.

Rappelons qu'au premier semestre 2008, la société de gestion mobilière du Groupe avait été amenée à céder des actifs afin d'assurer la liquidité de certains de ses fonds. La perte sur cessions de ces actifs se chiffrait à 72,5 M€. Parallèlement, le Groupe avait dû constater la valorisation en juste valeur de ses passifs financiers, dans le respect des normes comptables IFRS, impactant positivement le PNB à hauteur de 43,7 M€.

Inversement, cette valorisation se traduit par une charge de 11,3 M€ comptabilisée au 30 juin 2009.

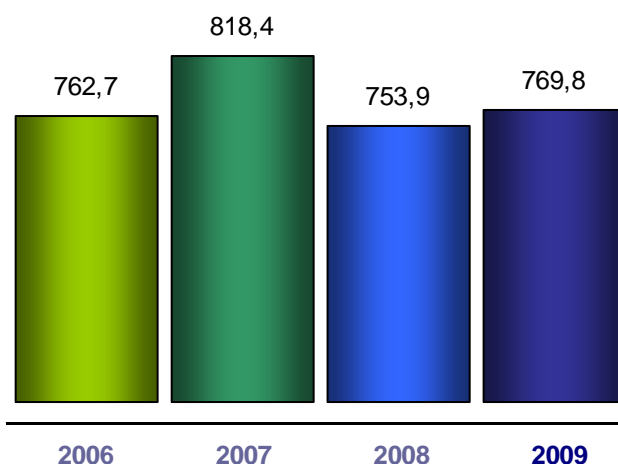
Corrigé de cette perte non récurrente, des mouvements de provision au titre des engagements futurs attachés aux produits d'épargne logement PEL et CEL, et de la variation de la juste valeur des passifs, l'évolution du PNB s'inscrit en léger repli de 0,9 %.

Le PNB affiche une bonne résistance, alors qu'il est affecté par la baisse significative des commissions financières, dégradées du fait de l'environnement de crise économique et financière, ainsi que par le recul de la marge sur dépôts, l'ajustement des taux servis sur l'ERS ayant été tardif par rapport à la baisse des conditions de marché.

PRODUIT NET BANCAIRE (au 30 juin)

Périmètre Groupe
consolidé (en M€)

+ 7,3% - 7,9% + 2,1%





Rapport de gestion JUN 2009

L'analyse de gestion portant sur le périmètre de toutes les Banques du Groupe CDN permet d'apporter un éclairage sur l'évolution des composantes du PNB.

La marge commerciale sur dépôts et crédits est en recul de 1,0%, soit -3,4 M€, en raison de l'effritement de la marge sur dépôts. En effet, les baisses du taux de rémunération du livret A ont été progressives au cours du semestre et le maintien à haut niveau de ces taux a fortement pesé sur la marge en début d'année.

Ainsi, le taux de rémunération du Livret A a été abaissé de 150pb au 1^{er} février, à 2,50%, puis de 75pb, à 1,75%, au 1^{er} mai. Parallèlement, le taux de rémunération du compte sur livret a été abaissé au 1^{er} février à 2,25%, puis au 1^{er} mai à 1,50%.

Ces baisses de taux n'ont pas affecté les encours d'épargne à régime spécial qui augmentent fortement (+28,4%). Cette hausse est compensée par la poursuite de la décollecte des plans et comptes d'épargne logement amorcée fin 2005 (-12,5%) ainsi que par la forte décollecte des dépôts à terme (-25,6%) et le ralentissement de la progression des volumes de dépôts à vue (+1,5% vs +5,3% au premier semestre 2008). Les dépôts à vue des particuliers se sont en effet réorientés vers l'épargne à régime spécial ainsi que vers l'assurance-vie, qui présentent une rémunération attractive. En revanche, les dépôts à vue des entreprises augmentent fortement (+5,7% vs +3,5% au premier semestre 2008).

Après un début d'année difficile (recul de 9,9% soit -21,1 M€ au premier semestre), le recul de la marge sur dépôts se réduit en fin de période.

Cette évolution défavorable est partiellement compensée par la marge sur crédits qui croît de 13,0%, soit +17,7 M€, grâce à la reconstitution des niveaux de marge sur crédits entamée en 2008.

Du fait de la faible demande de crédit, en période de crise, les volumes de crédits aux entreprises et aux ménages se contractent régulièrement. A fin juin toutefois, les encours restent en hausse de 6,9% grâce d'une part aux crédits d'équipement (+12,1%) et aux crédits habitat (+9,8%) soutenus par les productions 2008 et, d'autre part, au revolving en hausse de 5,0%.

Comptablement, les intérêts nets et revenus divers sont en recul de 10,3%, pénalisés en outre par le coût de la recherche de la liquidité réglementaire, en tout début de période.

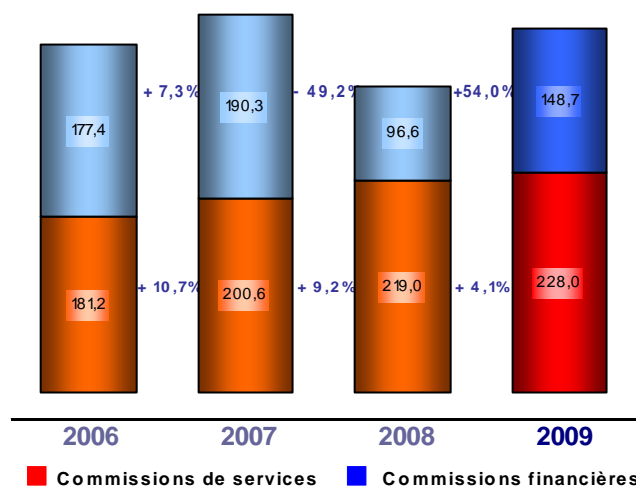
Retraités de la variation de la juste valeur des passifs financiers, ainsi que de la variation de l'évaluation de la provision sur engagements futurs attachés aux PEL et CEL, les intérêts nets et revenus divers sont en progression de 1,1%.

COMMISSIONS NETTES

(au 30 juin)

Périmètre Groupe
consolidé (en M€)

358,6	390,9	315,6	376,7
+ 9,0%	- 19,3%	+ 19,4%	



Les commissions nettes consolidées sont en hausse de 19,4%. Hors pertes sur cessions d'actifs d'Etoile Gestion au 1^{er} semestre 2008, les commissions sont en recul de 3,0%.

Les commissions financières sont en hausse de 54,0%. Hors pertes sur cessions d'actifs d'Etoile Gestion, les commissions financières sont en retrait de 12,1%, toujours impactées par l'environnement financier et boursier très dégradé.

Les commissions de services sont en hausse de 4,1% profitant du développement des fonds de commerce et de la bonne activité de ventes de produits adaptés aux besoins bancaires de notre clientèle.



Rapport de gestion JUIN 2009

	30/06/2009 M€	30/06/2008 M€	VARIATION % 2009/2008
Charges de personnel	319,7	314,0	+ 1,8
Impôts et taxes	15,7	13,1	+ 19,8
Autres charges	148,3	149,8	- 1,0
Amortissements	37,2	36,5	+ 1,9
TOTAL FRAIS GÉNÉRAUX	520,9	513,4	+ 1,5

Les frais généraux atteignent 520,9 M€, en progression limitée de 1,5%.

La bonne compensation entre l'accroissement des effectifs nécessaire à l'ouverture au public de 13 nouvelles agences au premier semestre 2009 et la baisse du niveau d'effectif, rendue possible par la rationalisation des processus qui touche l'organisation des middle-office, projet lancé en 2006, conduit à une légère augmentation de l'effectif du Groupe de 0,4%.

L'évolution des charges de personnel s'établit en conséquence en croissance modérée de 1,8%.

Les impôts et taxes sont en hausse importante de 19,8%, liée à la comparaison avec le niveau bas du premier semestre de 2008, qui avait profité de l'issue favorable d'anciens litiges avec l'administration fiscale.

Grâce aux efforts importants de maîtrise des coûts entrepris dès 2008 et malgré la hausse de 4,9% des loyers et charges sur immeubles, pour une large part liée à l'application de formules de révision inappropriées en période de crise, les autres charges sont en recul de 1,0% sur le semestre. L'économat et la sous-traitance connaissent les réductions de dépenses les plus marquées (respectivement -32,8% et -6,7%).

La hausse des amortissements est limitée à 1,9% grâce à l'arrivée à maturité de la charge d'amortissement des premiers projets informatiques immobilisés.

L'activation des projets informatiques s'établit à 16,1 M€ en hausse de 19,1% par rapport au premier semestre 2008. Cette hausse est relative aux nouvelles fonctionnalités du poste de travail, à la démarche de modernisation de l'offre internet, à la refonte des processus d'optimisation, de suivi et de prévention des dépassements ainsi qu'au projet de rénovation des outils de marketing lancé début 2009. La charge d'amortissement correspondante s'établit à 12,8 M€ (12,9 M€ au premier semestre 2008).

	30/06/2009	30/06/2008	VARIATION % 2009/2008
Effectif en activité proraté Groupe	7 659	7 626	+ 0,4
Effectif moyen net présent Groupe ⁽¹⁾	8 752	8 578	+ 2,0

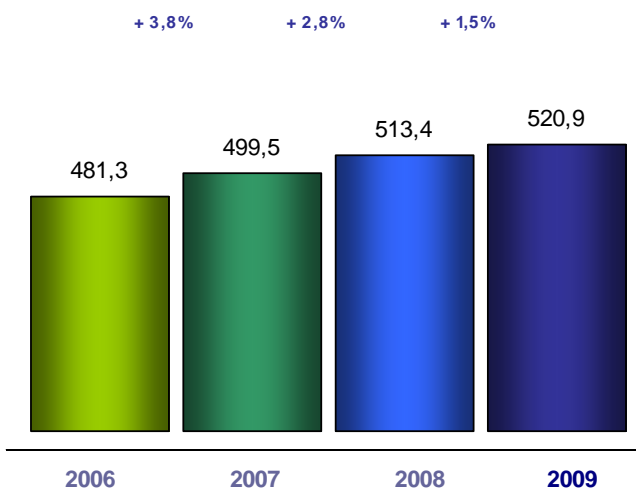
(1) y compris les contrats d'apprentissage et les intérimaires)



Rapport de gestion JUIN 2009

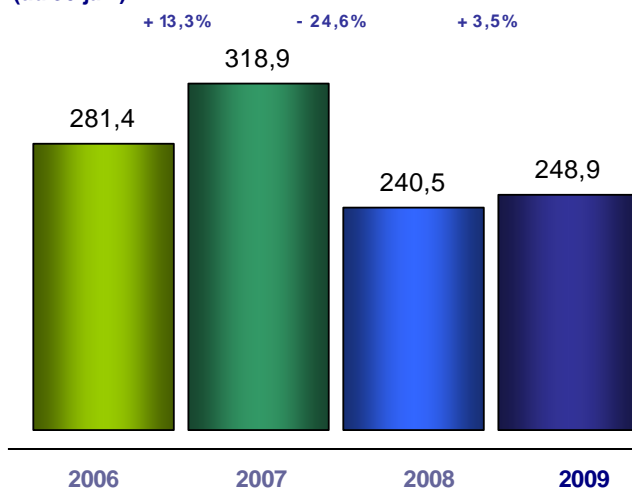
CHARGES D'EXPLOITATION (au 30 juin)

Périmètre Groupe
consolidé (en M€)



RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION (au 30 juin)

Périmètre Groupe
consolidé (en M€)



Le RBE consolidé ressort à 248,9 M€, en croissance de 3,5%.

Hors effets PEL/CEL et variation des passifs financiers, et après correction des pertes de 2008 sur cessions d'actifs d'Etoile Gestion, le RBE est en recul de 5,4%.

Le résultat brut d'exploitation

	30/06/2009 M€	30/06/2008 M€	VARIATION % 2009/2008
PNB	769,8	753,9	+ 2,1
Frais généraux	-520,9	-513,4	+ 1,5
RBE	248,9	240,5	+ 3,5

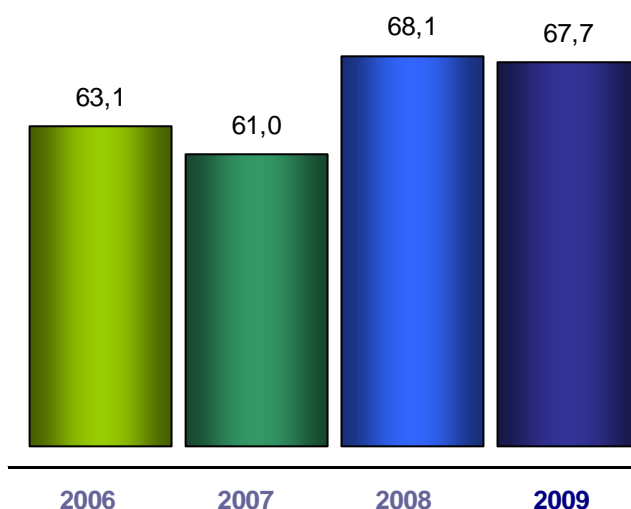


Rapport de gestion JUN 2009

Le coefficient d'exploitation recule de 0,4 points par rapport au 30 juin 2008.
Hors éléments exceptionnels (ci-avant mentionnés), le rapport frais généraux/PNB est porté à 67,3% contre 65,8% au premier semestre 2008.

COEFFICIENT D'EXPLOITATION (au 30 juin)

Périmètre Groupe
consolidé (en %)



Le coût du risque

Le coût du risque ⁽¹⁾ consolidé du Groupe Crédit du Nord s'élève à 102,8 M€ contre 41,2 M€ au premier semestre 2008 et 90,8 M€ au second semestre 2008. Rapporté au total des crédits consentis par le Groupe, ce niveau de dotation s'établit à 0,81 %, en progression sensible par rapport au 30 juin 2008.

Cette évolution traduit l'impact sur nos clientèles de la très forte dégradation de la conjoncture depuis le second semestre 2008, et dont les effets se sont poursuivis et accentués au premier semestre 2009.

EN MILLIONS D'EUROS	30/06/2009	30/06/2008	30/06/2007
Coût du risque	-102,8	-41,2	-36,5
Encours de crédits	25 396,8	24 476,6	22 466,8
Coût du risque sur encours	0,81%	0,34%	0,32%

⁽¹⁾ Le coût du risque représente la charge nette de provisionnement sur l'activité bancaire (dotations diminuées des reprises aux comptes de provisions), ainsi que les pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des provisions, minorées des récupérations sur créances amorties. Par application des normes IFRS, le coût du risque intègre l'effet d'actualisation lié au délai de récupération des flux de trésorerie attachés aux créances douteuses (principal et intérêts).



Rapport de gestion JUN 2009

L'activité de crédit du Groupe Crédit du Nord est orientée sur une clientèle française, dont l'environnement économique s'est très fortement détérioré à partir de la seconde moitié de l'année 2008. Le premier semestre 2009 est de ce point de vue en contraste total par rapport à la même période de l'an passé ; il est notamment marqué par une augmentation importante du nombre de procédures collectives, tant préventives (mandats ad hoc, conciliations, sauvegardes) que curatives (redressements et liquidations judiciaires). Dans ce contexte, le taux d'encours douteux et contentieux bruts sur les encours totaux s'établit à 6,1 %.

L'évolution du taux de provisionnement n'est pas le reflet d'une modification de la politique de provisionnement.

Deux éléments l'expliquent :

- dans une période où l'importance des contreparties se sensibilisant s'accroît naturellement, l'impact des procédures mises en œuvre au cours des exercices précédents permettant de détecter de manière avancée puis de traiter de manière préventive les encours douteux.
- suite à la mise en œuvre de nouveaux applicatifs, une gestion mieux outillée de nos encours de crédit, permettant notamment une prise en compte plus complète des garanties qui leur sont attachées.

EN MILLIONS D'EUROS	30/06/2009	30/06/2008	30/06/2007
Créances douteuses et contentieuses (montant brut)	1 540,0	1 252,8	1 139,2
Dépréciations sur créances individualisées	-732,1	-606,2	-609,2
Taux d'encours douteux et contentieux bruts sur encours totaux bruts	6,1%	5,1%	4,9%
Taux d'encours douteux et contentieux nets sur encours totaux nets	3,3%	2,6%	2,4%
Taux de provisionnement des encours douteux et contentieux (y compris crédit-bail)	47,5%	48,4%	53,5%

Le résultat courant avant IS

	30/06/2009 M€	30/06/2008 M€	VARIATION % 2009/2008
RBE	248,9	240,5	+ 3,5
Coût du risque	-102,8	-41,2	+ 149,5
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	146,1	199,3	- 26,7
Résultat en équivalence	1,4	1,1	+ 27,3
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0,7	-0,1	ns
RÉSULTAT COURANT AVANT IS	148,2	200,3	- 26,0



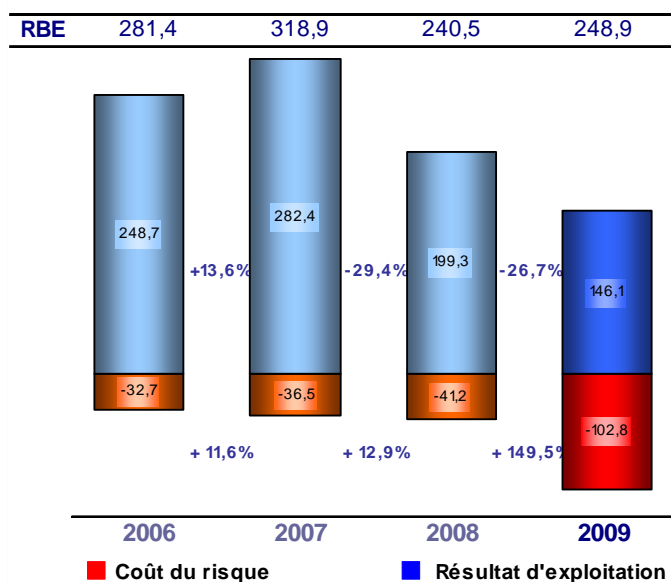
Rapport de gestion JUIN 2009

Après comptabilisation du coût du risque, le résultat d'exploitation du Groupe Crédit du Nord atteint 146,1 M€, en recul de 26,7% par rapport au 30 juin 2008. Hors éléments exceptionnels précités, le recul du résultat d'exploitation est de 33,6%.

Le résultat courant avant IS s'établit à 148,2 M€ en baisse de -26,0% et de -33,0% corrigé.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION (au 30 juin)

Périmètre Groupe consolidé (en M€)



Le résultat net

	30/06/2009 M€	30/06/2008 M€	VARIATION % 2009/2008
RÉSULTAT COURANT AVANT IS	148,2	200,3	- 26,0
Impôt sur les sociétés	-46,6	-65,1	- 28,4
Intérêts minoritaires	-3,6	-3,4	+ 5,9
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	98,0	131,8	- 25,6

Enfin, après impôt sur les sociétés, le résultat net part du Groupe s'établit à 98,0 M€, en recul de 25,6% par rapport au 30 juin 2008. Hors éléments exceptionnels précités, la baisse du résultat net part du Groupe est de 31,9%.



Rapport de gestion – informations sur le bilan JUIN 2009

Capitaux propres

	30/06/2009 M€	30/06/2008 M€	30/06/2007 M€
Capitaux propres fin de période ⁽¹⁾	1 894,1	1 837,4	1 725,8
<i>dont part du Groupe</i> ⁽¹⁾	1 843,4	1 790,3	1 682,9
Capitaux propres moyens ⁽¹⁾	1 865,8	1 781,6	1 642,7
Risques pondérés de crédit Bâle I	21 510,3	21 887,5	19 960,1
Fonds propres ⁽²⁾	1 890,7	1 841,5	1 877,9
Ratio de solvabilité consolidé ⁽²⁾	8,79%	8,41%	9,41%
<i>dont Tier One</i> ⁽²⁾	7,53%	6,94%	6,90%

Les mouvements qui ont affecté les capitaux propres du Groupe au premier semestre ont consisté en l'incorporation dans les réserves du résultat consolidé après paiement des dividendes.

Les ratios de solvabilité sont présentés à titre d'information puisque, compte tenu de son actionariat, le Groupe Crédit du Nord n'est pas assujéti individuellement au respect des ratios réglementaires de solvabilité.

Ils permettent toutefois de calculer la rentabilité normative du Groupe Crédit du Nord sur la base d'une exigence de fonds propres Tier One égale à 6% des encours pondérés de crédits.

Cette rentabilité normative, calculée en norme Bâle I, hors éléments exceptionnels (ci-avant mentionnés), s'élève à 12,9%, contre 21,8% au premier semestre 2008 retraitée des réévaluations de la provision sur engagements futurs attachés aux PEL et CEL, de la juste valeur des passifs financiers et des pertes sur cessions d'actifs d'Etoile Gestion.

La rentabilité des capitaux propres comptables, après impôts, s'établit, quant à elle, à 11,3% ⁽²⁾ pour un Tier One de 7,5% ⁽²⁾ contre une rentabilité de 16,0% ⁽²⁾ pour un Tier One de 6,9% ⁽²⁾ au premier semestre 2008.

Retraitée des éléments exceptionnels, la rentabilité des capitaux propres comptables s'établit à 11,6% ⁽²⁾ pour un Tier One de 7,8% ⁽²⁾, contre 18,3% pour un Tier One de 7,2 % au premier semestre 2008. Le ROE est significativement dégradé du fait du niveau élevé de la charge du risque en période de crise économique.

⁽¹⁾ Inclut les résultats en formation

⁽²⁾ Y compris les résultats en formation, nets des prévisions de distribution de dividendes

Actifs financiers

Compte tenu des reprises d'actifs réalisées depuis 2007, le portefeuille de titres Etoile Gestion s'élève à 1 247,4 M€ au 30 juin 2009.

Il convient de préciser que le Crédit du Nord ne détient pas de produits dérivés de crédits dans son bilan.



Rapport de gestion

Perspectives d'avenir

2009 se présente comme une des pires années pour l'économie mondiale depuis 1945 : la faiblesse de l'activité est telle que la plupart des pays se trouve en récession, aucune région du monde n'échappant à la crise. En France, le consensus table sur un PIB en recul de près de 3%. La production industrielle est au point mort depuis de nombreux mois et la consommation marque le pas. Les effets de la crise se font durement sentir sur le front de l'emploi. En fin d'année, le taux de chômage est attendu autour de 10% en France.

Le Groupe Crédit du Nord n'a pas été épargné par la crise, même s'il est parvenu à maintenir une activité commerciale dynamique avec, notamment, une poursuite de la croissance de ses fonds de commerce en dépit d'une démarche commerciale et un mode de développement volontairement plus sélectif. Cette performance confirme la résistance de son modèle fondé sur la proximité avec le client et une répartition équilibrée de son portefeuille d'activités entre les marchés de particuliers, de professionnels, et d'entreprises.

Hors éléments non récurrents, le Groupe affiche un PNB en très léger repli au 1^{er} semestre 2009, compte tenu de la baisse des commissions financières particulièrement impactées par la crise économique et financière et de l'effritement de la marge sur dépôts lié au maintien à haut niveau du taux de rémunération de l'épargne réglementée en tout début d'année. L'évolution des frais généraux est maîtrisée. Le résultat d'exploitation est toutefois en recul prononcé avec une charge nette du risque multipliée par deux et demi par rapport au 1^{er} semestre 2008.

A moins d'un nouveau choc systémique de type Lehman Brothers, qui avait précipité le monde dans la crise à l'automne dernier, le scénario d'une sortie de crise prochaine est toutefois celui qui réunit le plus large consensus. De nombreux indicateurs d'activité semblent indiquer que le point bas a été touché dans les secteurs les plus affectés et une stabilisation est attendue pour le 2nd semestre : le déstockage massif qui a tiré à la baisse la production industrielle des derniers mois paraît s'inverser alors que les politiques expansionnistes partout mises en œuvre commencent à porter leurs fruits.

L'activité repart en Chine, la baisse du marché immobilier américain semble enrayerée ; les cours des matières premières sont à nouveau en hausse, les marchés actions se reprennent. Pour autant, à très court terme, les économies devraient continuer à connaître une situation très morose, notamment en

Europe où la consommation pourrait continuer d'être impactée par la montée du chômage et la pression sur les salaires.

Parallèlement, l'investissement productif devrait rester faible avec la dégradation des résultats des entreprises et la perspective incertaine de moyen terme. La reprise n'est pas attendue, selon les économistes, avant 2010 voire début 2011.

En dépit de ce contexte, le Groupe Crédit du Nord est déterminé à maintenir sa politique de renforcement commercial sur l'ensemble des marchés, dans le respect de son modèle de banque relationnelle. Ce dynamisme commercial devrait lui permettre de se préparer au mieux à la sortie de crise et continuer à sous-tendre la progression structurelle de ses résultats.

A cet égard, 13 agences ont été ouvertes au public au 1^{er} semestre dans des zones à fort potentiel, traduisant une politique de développement sélectif du maillage géographique. Ce dispositif s'enrichira encore de quelques ouvertures d'agences d'ores et déjà programmées d'ici à la fin de l'année. Cette dynamique est le gage de la rentabilité à moyen terme du Groupe.

Au-delà de l'extension de son réseau, le Crédit du Nord pourra asseoir le développement de son PNB sur la croissance de ses encours de dépôts dans le domaine de l'épargne avec la poursuite de la promotion du livret A, mais également l'assurance vie avec la refonte de l'offre commerciale et le lancement du nouveau contrat Antarius Duo prévu au 2nd semestre.

Dans le domaine du crédit, la croissance des encours de prêts aux particuliers, aux professionnels et aux entreprises devrait ralentir après une période de forte expansion. La marge commerciale devrait pour autant continuer sa progression dans le prolongement du mouvement de reconstitution des taux de marge amorcé en 2008.

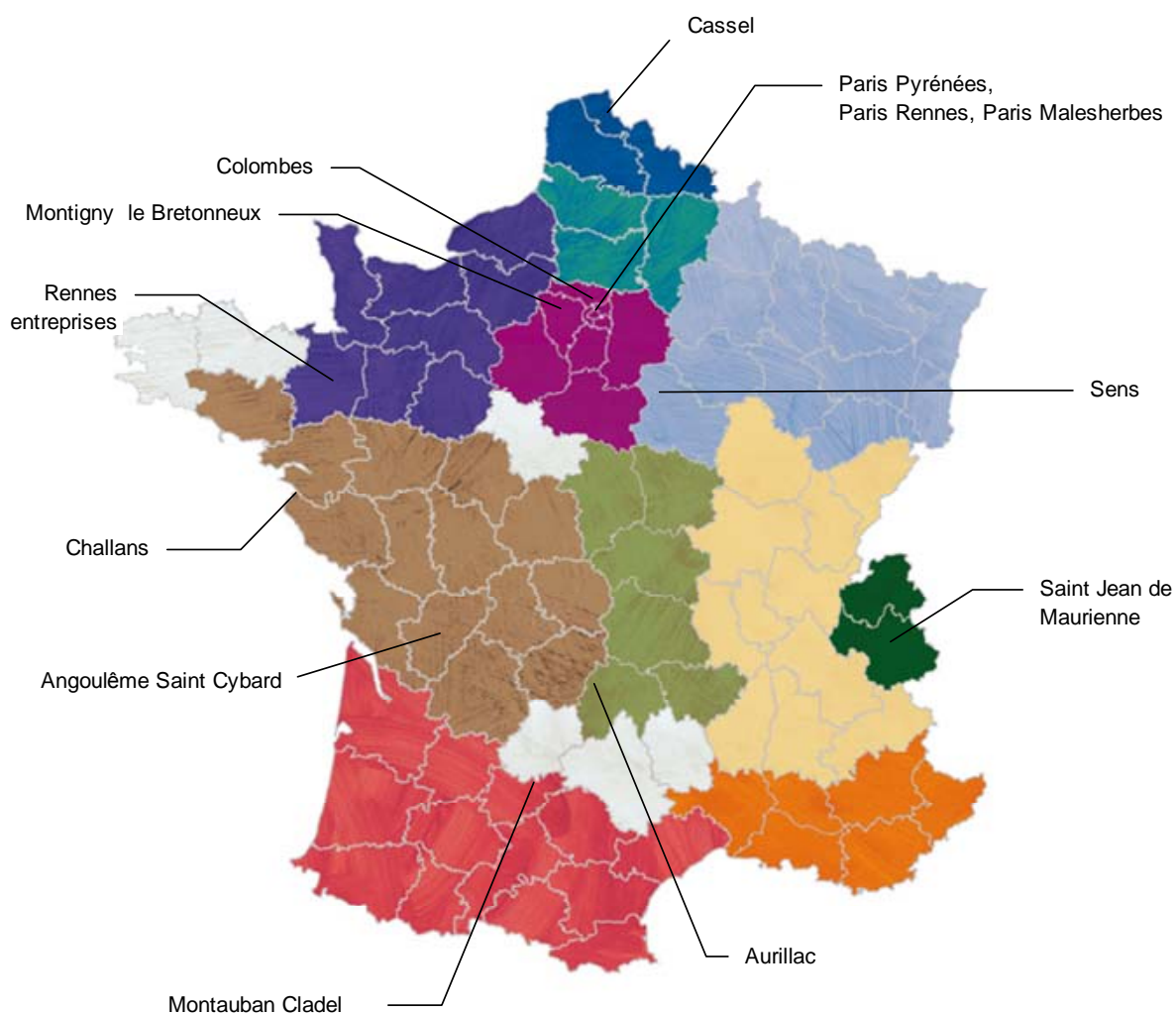
Parallèlement, des efforts de rationalisation des process seront accentués afin d'améliorer encore la maîtrise des frais généraux. Ces derniers devraient maintenir leur progression à un rythme plus faible que sur les années précédentes compte tenu de l'arrivée à maturité de la charge d'amortissement des projets informatiques, du ralentissement du programme d'ouvertures d'agence et des actions mises en œuvre visant à la réduction des dépenses courantes et à l'amélioration de l'efficacité opérationnelle.

Enfin, le suivi du risque continuera de faire l'objet de toutes les attentions en période de récession économique, ce que facilitera la mise à disposition de nombreux outils de pilotage des risques déployés par le Groupe.



Rapport de gestion

Ouvertures d'agences au public réalisées au premier semestre 2009



RÉGIONS
■ Île-de-France
■ Normandie - Haute Bretagne
■ Picardie
■ Provence-Alpes-Côte d'Azur
■ Les Provinces du Nord / Nord Métropole

FILIALES
■ Banque Courtois
■ Banque Kolb
■ Banque Laydernier
■ Banque Nuger
■ Banque Rhône-Alpes
■ Banque Tarneaud

3 - ETATS DE SYNTHESE

BILAN CONSOLIDE

A C T I F (en millions d'euros)	Notes	30/06/2009	31/12/2008
Caisse, banques centrales		1 495,5	684,0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3	1 248,5	1 483,5
Instruments dérivés de couverture	4	265,8	213,3
Actifs financiers disponibles à la vente	5	6 711,8	5 657,0
Prêts et créances sur les établissements de crédit	6	2 894,7	5 390,0
Prêts et créances sur la clientèle	7	23 361,5	23 769,7
Opérations de location-financement et assimilées		1 854,7	1 836,0
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		180,6	155,7
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		60,8	59,4
Actifs d'impôts		161,6	313,4
Autres actifs		546,1	628,1
Actifs non courants destinés à être cédés	8	30,9	-
Participation aux bénéfices différée	14	7,0	60,1
Participations dans les entreprises mises en équivalence		11,1	10,4
Immobilisations corporelles et incorporelles		430,0	426,5
Ecart d'acquisition	9	53,8	53,8
TOTAL		39 314,4	40 740,9
P A S S I F (en millions d'euros)	Notes	30/06/2009	31/12/2008
Banques centrales		0,9	1,8
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	3bis	594,2	677,8
Instruments dérivés de couverture	4	351,9	282,8
Dettes envers les établissements de crédit	11	4 479,8	3 988,3
Dettes envers la clientèle	12	18 333,6	19 478,4
Dettes représentées par un titre	13	7 910,5	8 893,0
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		27,9	18,5
Passifs d'impôts		393,2	439,2
Autres passifs		958,9	972,6
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	8	6,1	-
Provisions techniques des entreprises d'assurance	14	3 533,4	3 260,2
Provisions	10	144,6	145,0
Dettes subordonnées		685,3	670,5
TOTAL DES DETTES		37 420,3	38 828,1
Capital souscrit		740,3	740,3
Instruments de capitaux propres et réserves liées		121,0	117,3
Réserves consolidées		882,3	759,8
Résultat de l'exercice		98,0	252,7
Sous-total		1 841,6	1 870,1
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	15	1,8	-7,7
Sous-total capitaux propres part du Groupe		1 843,4	1 862,4
Intérêts minoritaires		50,7	50,4
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		1 894,1	1 912,8
TOTAL		39 314,4	40 740,9

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Intérêts et produits assimilés	20	893,2	973,0	1 918,5
Intérêts et charges assimilées	20	-499,3	-568,8	-1 132,1
Dividendes sur titres à revenu variable		2,6	3,0	16,6
Commissions (produits)	21	434,2	447,2	900,7
Commissions (charges)	21	-57,5	-131,6	-186,7
Résultat net des opérations financières		-3,6	30,0	16,3
<i>dont gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</i>	22	-10,0	28,8	11,5
<i>dont gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente</i>	23	6,4	1,2	4,8
Produits des autres activités		7,8	9,3	25,3
Charges des autres activités		-7,6	-8,2	-14,7
Produit net bancaire	19	769,8	753,9	1 543,9
Frais de personnel	24	-319,7	-314,0	-617,5
Impôts et taxes		-15,7	-13,1	-29,0
Autres charges	25	-148,3	-149,8	-310,4
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	26	-37,2	-36,5	-74,6
Total frais généraux		-520,9	-513,4	-1 031,5
Résultat brut d'exploitation		248,9	240,5	512,4
Coût du risque	27	-102,8	-41,2	-132,0
Résultat d'exploitation		146,1	199,3	380,4
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		1,4	1,1	2,1
Gains ou pertes nets sur autres actifs		0,7	-0,1	-
Pertes de valeur sur les écarts d'acquisition		-	-	-
Résultat avant impôt		148,2	200,3	382,5
Impôts sur les bénéfices	28	-46,6	-65,1	-123,3
Résultat net de l'ensemble consolidé		101,6	135,2	259,2
Intérêts minoritaires		3,6	3,4	6,5
RESULTAT NET PART DU GROUPE		98,0	131,8	252,7
Résultat net part du Groupe par action (en euros)		1,06	1,42	2,73
Nombre d'actions composant le capital		92 532 906	92 532 906	92 532 906

ETAT DU RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

(en millions d'euros)	30/06/2009 *	30/06/2008	31/12/2008 *
Résultat net	101,6	135,2	259,2
Ecart de conversion	-	-	-
Réévaluation des actifs disponibles à la vente	16,2	-0,8	-71,0
Réévaluation des instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie	-	-	-
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence	-0,9	-	-
Impôts	-5,8	2,2	20,7
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	9,5	1,4	-50,3
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	111,1	136,6	208,9
Dont part du Groupe	107,5	133,2	202,2
Dont intérêts minoritaires	3,6	3,4	6,7

* Cf note 15.

EVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital et réserves liées			Réserves consolidées	Gains/pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Capitaux propres part du Groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total capitaux propres consolidés
	Capital souscrit	Instruments de capitaux propres et réserves liées	Elimination des titres auto-détenus	Réserves consolidées	Variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente	Variations de juste valeur des instruments dérivés de couverture	Impôt différé sur variations de juste valeur			
(en millions d'euros)										
CAPITAUX PROPRES AU 31 DECEMBRE 2007	740,3	110,4	-	949,0	43,9	-	-1,1	1 842,5	47,7	1 890,2
Augmentation de capital								-		-
Elimination des titres auto-détenus								-		-
Emissions d'instruments de capitaux propres								-		-
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions		4,3						4,3		4,3
Distribution S1 2008				-189,7				-189,7	-4,0	-193,7
Effet des acquisitions et des cessions sur les intérêts minoritaires								-		-
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	-	4,3	-	-189,7	-	-	-	-185,4	-4,0	-189,4
Variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres					-0,8			-0,8		-0,8
Variations de valeur des instruments financiers rapportées au résultat								-		-
Impact impôt des variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres ou rapportées au résultat							2,2	2,2		2,2
Résultat S1 2008				131,8				131,8	3,4	135,2
Sous-total	-	-	-	131,8	-0,8	-	2,2	133,2	3,4	136,6
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence								-		-
Ecarts de conversion et autres variations		-0,5		0,5				-		-
Sous-total	-	-0,5	-	0,5	-	-	-	-	-	-
CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2008	740,3	114,2	-	891,6	43,1	-	1,1	1 790,3	47,1	1 837,4
Augmentation de capital								-		-
Elimination des titres auto-détenus								-		-
Emissions d'instruments de capitaux propres								-		-
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions		3,1						3,1		3,1
Distribution S2 2008								-		-
Effet des acquisitions et des cessions sur les intérêts minoritaires								-		-
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	-	3,1	-	-	-	-	-	3,1	-	3,1
Variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres					-70,4			-70,4	0,2	-70,2
Variations de valeur des instruments financiers rapportées au résultat								-		-
Impact impôt des variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres ou rapportées au résultat							18,5	18,5		18,5
Résultat S2 2008				120,9				120,9	3,1	124,0
Sous-total	-	3,1	-	120,9	-70,4	-	18,5	69,0	3,3	72,3
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence								-		-
Ecarts de conversion et autres variations								-		-
Sous-total	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CAPITAUX PROPRES AU 31 DECEMBRE 2008	740,3	117,3	-	1 012,5	-27,3	-	19,6	1 862,4	50,4	1 912,8
Augmentation de capital								-		-
Elimination des titres auto-détenus								-		-
Emissions d'instruments de capitaux propres								-		-
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions (1)		3,0						3,0		3,0
Distribution 2009				-129,5				-129,5	-3,3	-132,8
Effet des acquisitions et des cessions sur les intérêts minoritaires								-		-
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	-	3,0	-	-129,5	-	-	-	-126,5	-3,3	-129,8
Variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres					16,2			16,2		16,2
Variations de valeur des instruments financiers rapportées au résultat								-		-
Impact impôt des variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres ou rapportées au résultat							-6,1	-6,1		-6,1
Résultat 2009				98,0				98,0	3,6	101,6
Sous-total	-	-	-	98,0	16,2	-	-6,1	108,1	3,6	111,7
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence					-0,9		0,3	-0,6		-0,6
Ecarts de conversion et autres variations		0,7		-0,7				-		-
Sous-total	-	0,7	-	-0,7	-0,9	-	0,3	-0,6	-	-0,6
CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2009 (2)	740,3	121,0	-	980,3	-12,0	-	13,8	1 843,4	50,7	1 894,1

(1) Le montant des paiements en actions dénoués par remise d'instruments de capitaux propres relatif à l'année 2009 est de 3,0 millions d'euros : 0,3 million d'euros ont été comptabilisés dans le cadre des plans d'options d'achat ou de souscriptions d'actions, 1,3 million d'euros dans le cadre d'un Plan d'attribution gratuite d'actions et 1,4 million d'euros ont été comptabilisés dans le cadre du Plan mondial d'actionariat salarié.

(2) Les écarts de réévaluation à la juste valeur des actifs disponibles à la vente s'élevant à -12,0 millions d'euros au 30 juin 2009 se décomposent comme suit :

- plus-values latentes : 98,5 millions d'euros dont 62,8 millions d'euros sur le portefeuille de la filiale d'assurance ;

- moins-values latentes : -116,5 millions d'euros dont :

• moins-values latentes sur le portefeuille de la filiale d'assurance : -72,5 millions d'euros ;

• moins-values latentes sur les portefeuilles des autres entités : -44,0 millions d'euros, portant quasi-intégralement sur des titres de dettes (-0,8 million d'euros de moins-values latentes sur titres de capitaux propres) ; pour les titres de dettes, conformément aux principes comptables du Groupe, l'absence d'événement révélateur d'une situation de risque avéré de crédit sur les émetteurs a conduit à maintenir en capitaux propres les moins-values latentes constatées (cf note 1).

- moins-values latentes sur obligations à bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions remboursables (OBSAAR) reclassées en titres détenus jusqu'à l'échéance : -1,0 million d'euros ;

- une participation aux bénéfices différée de 7,0 millions d'euros venant en grande partie compenser les plus et moins-values latentes sur le portefeuille de la filiale d'assurance : -9,7 millions d'euros (cf note 14).

FONDS PROPRES PRUDENTIELS (au format Bâle I, RSE/CAD)

(en millions d'euros)	30/06/2009	31/12/2008
CAPITAUX PROPRES COMPTABLES PART DU GROUPE	1 843,4	1 862,4
Dividendes Groupe (3)	-58,8	-129,5
Intérêts minoritaires comptables (4)	48,5	50,4
Déductions prudentielles (5)	-213,1	-202,4
FONDS PROPRES DE BASE PRUDENTIELS	1 620,0	1 580,9
Fonds propres complémentaires avant déductions	438,2	474,5
Déductions des fonds propres complémentaires	-167,5	-166,4
FONDS PROPRES PRUDENTIELS	1 890,7	1 889,0

(3) Estimation de distribution au 30 juin 2009.

(4) Y compris estimation de distribution au 30 juin 2009.

(5) Survaleurs, immobilisations incorporelles et filtres prudentiels IFRS.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE (AVANT RETRAITEMENT IFRS 5)

(en millions d'euros)	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
FLUX DE TRESORERIE NET DES ACTIVITES OPERATIONNELLES			
Bénéfice net après impôt (I)	101,6	135,2	259,2
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	37,7	36,7	75,7
Dotations nettes aux provisions et dépréciations (y compris provisions techniques d'assurance)	338,8	19,3	34,5
Quote-part de bénéfice (perte) du Groupe dans les sociétés mises en équivalence	-1,4	-1,1	-2,1
Impôts différés	3,7	54,7	99,2
Résultat net de cessions sur actifs disponibles à la vente détenus à long terme et filiales consolidées	-0,1	-	-0,1
Variation des produits constatés d'avance	10,3	11,5	6,8
Variation des charges constatées d'avance	-0,6	-20,6	-18,9
Variation des produits courus non encaissés	68,6	9,0	-21,8
Variation des charges courues non décaissées	-146,2	-20,2	8,0
Autres mouvements (dont ajustement de la valeur des placements au titre des contrats d'assurance en UC)	24,2	202,9	382,7
Eléments non monétaires inclus dans le résultat net après impôt et autres ajustements hors résultat sur instruments financiers à la juste valeur par résultat (II)	335,0	292,2	564,0
Résultat net sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ⁽¹⁾ (III)	10,0	-28,8	-11,5
Opérations interbancaires	3 236,1	660,6	-472,2
Opérations avec la clientèle	-787,6	-536,3	-245,3
Opérations sur autres actifs / passifs financiers	-1 582,8	-175,4	-433,1
Opérations sur autres actifs / passifs non financiers	-39,3	-224,1	-157,8
Augmentations / diminutions nettes des actifs / passifs opérationnels (IV)	826,4	-275,2	-1 308,4
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES (A)=(I)+(II)+(III)+(IV)	1 273,0	123,4	-496,7
FLUX DE TRESORERIE DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT			
Flux de trésorerie liés aux acquisitions et cessions d'actifs financiers et participations	-1,1	1,4	-172,2
Immobilisations corporelles et incorporelles	-41,2	-30,1	-77,2
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT (B)	-42,3	-28,7	-249,4
FLUX DE TRESORERIE DES ACTIVITES DE FINANCEMENT			
Flux de trésorerie provenant / à destination des actionnaires	-132,8	-193,7	-193,7
Autres flux de trésorerie provenant des activités de financement	-	-2,0	-2,0
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT (C)	-132,8	-195,7	-195,7
FLUX NET DE TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE (A) + (B) + (C)	1 097,9	-101,0	-941,8
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE			
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice			
Solde net des comptes de caisse et banques centrales (hors créances rattachées)	680,5	1352,9	1 352,9
Solde net des comptes, prêts et emprunts à vue sur les établissements de crédit	370,0	639,4	639,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice			
Solde net des comptes de caisse et banques centrales (hors créances rattachées)	1 493,5	1 399,8	680,5
Solde net des comptes, prêts et emprunts à vue sur les établissements de crédit	654,9	491,5	370,0
VARIATION DE TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE	1 097,9	-101,0	-941,8

(1) Le résultat net sur instruments financiers à la juste valeur par résultat comprend les résultats réalisés et latents.

NOTE 1 : PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes consolidés semestriels résumés du Groupe Crédit du Nord (« le Groupe ») au titre de la période de six mois, close le 30 juin 2009, ont été préparés et sont présentés en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ainsi, les notes présentées portent sur les éléments significatifs du semestre et doivent donc être lues en liaison avec les comptes consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2008, tels qu'ils figurent dans le rapport financier au titre de l'exercice 2008.

Les comptes consolidés sont présentés en euros.

Recours à des estimations

Pour la préparation des comptes consolidés semestriels résumés, l'application des principes et méthodes comptables mentionnés ci-après conduit la Direction à formuler des hypothèses et à réaliser des estimations qui peuvent avoir une incidence sur les montants comptabilisés au compte de résultat, sur l'évaluation des actifs et passifs au bilan et sur les informations présentées dans les notes annexes qui s'y rapportent.

Pour réaliser ces estimations et émettre ces hypothèses, la Direction utilise les informations disponibles à la date d'établissement des comptes consolidés et peut recourir à l'exercice de son jugement. Par nature, les évaluations fondées sur ces estimations comportent, notamment dans le contexte de crise financière qui s'est développée depuis l'année 2008, des risques et incertitudes quant à leur réalisation dans le futur, de sorte que les résultats futurs définitifs des opérations concernées pourront être différents de ces estimations et avoir une incidence significative sur les états financiers.

Le recours à ces estimations concerne notamment l'évaluation de la juste valeur des instruments financiers ainsi que l'évaluation des dépréciations d'actifs, des provisions et des écarts d'acquisition.

Principes et méthodes comptables retenus

Les principes et méthodes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés semestriels résumés sont identiques à ceux utilisés par le Groupe pour l'élaboration des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2008, établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne et détaillés dans la note 1 : « Principes et méthodes de consolidation, principes comptables » des états financiers consolidés de l'exercice 2008, complétés par les normes comptables ou interprétations suivantes appliquées par le Groupe à compter du 1^{er} janvier 2009.

Normes et interprétations	Date d'adoption par l'Union Européenne	Dates d'application : exercices ouverts à compter du
Amélioration des IFRS	27 janvier 2009	1er janvier 2009
Amendements à IAS 32 et IAS 1 "Présentation des états financiers - Instruments financiers remboursables au gré du porteur et obligations à la liquidation"	25 janvier 2009	1er janvier 2009
Amendements à IFRS 1 et IAS 27 "Coût de l'investissement dans une filiale, une entité sous contrôle conjoint ou sous influence notable"	27 janvier 2009	1er janvier 2009
IFRS 8 "Segments opérationnels"	21 novembre 2007	1er janvier 2009
IAS 1 révisée "Présentation des états financiers"	17 décembre 2008	1er janvier 2009
Amendement à IAS 23 "Coûts d'emprunts"	10 décembre 2008	1er janvier 2009
Amendement à IFRS 2 "Conditions d'acquisition des droits et annulations"	16 décembre 2008	1er janvier 2009
IFRIC 13 "Programmes de fidélisation clients"	16 décembre 2008	1er janvier 2009
IFRIC 14 "Actifs de régime à prestations définies et obligations de financement minimum"	16 décembre 2008	1er janvier 2009

L'application de ces nouvelles dispositions n'a pas d'incidence significative sur la période.

Normes comptables ou interprétations que le Groupe appliquera dans le futur

L'IASB a publié des normes et des interprétations adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2009 mais qui ne seront appliquées par le Groupe qu'à compter du 1^{er} janvier 2010.

Normes et interprétations	Date d'adoption par l'Union Européenne	Dates d'application : exercices ouverts à compter du
IFRS 3 révisée "Regroupement d'entreprises" et IAS 27 révisée "Etats financiers consolidés et individuels"	15 juin 2009	1er juillet 2009
IFRIC 12 "Accords de concession de services"	29 mars 2009	29 mars 2009
IFRIC 16 "Couverture d'un investissement net à l'étranger"	8 juin 2009	1er juillet 2009

L'IASB a, par ailleurs, publié des normes et interprétations qui n'ont pas encore été adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2009 ; elles ne sont donc pas appliquées par le Groupe à cette date.

Normes et interprétations	Date de publication par l'IASB	Dates d'application : exercices ouverts à compter du
IFRIC 15 "Contrats pour la construction de biens immobiliers"	3 juillet 2008	1er janvier 2009
IFRIC 17 "Distribution d'actifs non monétaires"	27 novembre 2008	1er juillet 2009
Amendements à IAS 39 "Intruments financiers: comptabilisation et évaluation - éléments couverts éligibles"	31 juillet 2008	1er juillet 2009
Amendements à IFRS 7 "Instruments financiers: Informations à fournir" *	5 mars 2009	1er janvier 2009
Amendements à IFRIC 9 et IAS 39 "Dérivés incorporés"	12 mars 2009	1er juillet 2009
Améliorations des IFRS	16 avril 2009	1er janvier 2010
Amendements à IFRS 2 "Paiement fondé sur des actions"	18 juin 2009	1er janvier 2010
IFRIC 18 "Transferts d'actifs en provenance des clients"	29 janvier 2009	1er juillet 2009
IFRS 1 révisée "Première adoption des normes internationales d'information financière"	27 novembre 2008	1er juillet 2009

***Nota** : certaines des informations requises par ces amendements figurent déjà dans la sélection des notes présentées en annexe des comptes consolidés semestriels résumés au titre des éléments significatifs du semestre (notamment la ventilation par mode de valorisation de l'encours des actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat et des actifs financiers disponibles à la vente).

Absence de caractère saisonnier

Les activités du Groupe ne présentant pas de caractère saisonnier ou cyclique, les résultats du premier semestre ne sont donc pas influencés par ces facteurs.

Utilisation du format d'états de synthèse bancaire recommandé par le Conseil National de la Comptabilité

En l'absence de modèle imposé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au format des états de synthèse proposé par l'organisme français de normalisation comptable, le Conseil National de la Comptabilité, dans sa recommandation n°2009-R-04 du 2 juillet 2009 qui annule et remplace la recommandation n°2004-R03 du 27 octobre 2004. Cette nouvelle recommandation introduit les modifications apportées à la norme IAS 1 telles qu'adoptées par l'Union Européenne le 17 décembre 2008.

Le Groupe a ainsi maintenu une présentation distincte du compte de résultat consolidé pour détailler les composantes de son résultat net et présente par ailleurs dans un nouvel état commençant par ce résultat net, le détail des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (« Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres »).

Les nouvelles informations complémentaires relatives aux gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres, requises par la norme IAS 1 révisée, sont présentées dans les notes annexes :

- informations sur le transfert des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres vers le résultat net et
- informations sur l'impôt relatif à chaque composante des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

NOTE 2 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION

	30/06/2009			31/12/2008		
	METHODE D'INTEGRATION	TAUX D'INTERET	TAUX DE CONTROLE	METHODE D'INTEGRATION	TAUX D'INTERET	TAUX DE CONTROLE
CREDIT DU NORD 28, PLACE RIHOUR - 59800 LILLE	GLOBALE		SOCIETE CONSOLIDANTE	GLOBALE		SOCIETE CONSOLIDANTE
BANQUE RHONE-ALPES 20-22, BOULEVARD EDOUARD REY - 38000 GRENOBLE	GLOBALE	99,99	99,99	GLOBALE	99,99	99,99
BANQUE TARNEAUD 2-6, RUE TURGOT - 87000 LIMOGES	GLOBALE	80,00	80,00	GLOBALE	80,00	80,00
BANQUE COURTOIS 33, RUE DE REMUSAT - 31000 TOULOUSE	GLOBALE	100,00	100,00	GLOBALE	100,00	100,00
BANQUE KOLB 1-3, PLACE DU GENERAL DE GAULLE - 88500 MIRECOURT	GLOBALE	99,87	99,87	GLOBALE	99,87	99,87
BANQUE LAYDERNIER 10, AVENUE DU RHONE - 74000 ANNECY	GLOBALE	100,00	100,00	GLOBALE	100,00	100,00
BANQUE NUGER 7, PLACE MICHEL DE L'HOSPITAL - 63000 CLERMONT-FERRAND	GLOBALE	64,70	64,70	GLOBALE	64,70	64,70
NORBAIL IMMOBILIER 50, RUE D'ANJOU - 75008 PARIS	GLOBALE	100,00	100,00	GLOBALE	100,00	100,00
STAR LEASE 59, BOULEVARD HAUSSMANN - 75008 PARIS	GLOBALE	100,00	100,00	GLOBALE	100,00	100,00
ETOILE ID 59, BOULEVARD HAUSSMANN - 75008 PARIS	GLOBALE	100,00	100,00	GLOBALE	100,00	100,00
NORFINANCE GILBERT DUPONT ET ASSOCIES 42, RUE ROYALE - 59800 LILLE	GLOBALE	100,00	100,00	GLOBALE	100,00	100,00
SOCIETE DE BOURSE GILBERT DUPONT 50, RUE D'ANJOU - 75008 PARIS	GLOBALE	100,00	100,00	GLOBALE	100,00	100,00
NORIMMO 59, BOULEVARD HAUSSMANN - 75008 PARIS	GLOBALE	100,00	100,00	GLOBALE	100,00	100,00
TURGOT GESTION 2-6, RUE TURGOT - 87000 LIMOGES	GLOBALE	80,00	100,00	GLOBALE	80,00	100,00
CREDINORD CIDIZE 59, BOULEVARD HAUSSMANN - 75008 PARIS	GLOBALE	100,00	100,00	GLOBALE	100,00	100,00
ETOILE GESTION (1) 59, BOULEVARD HAUSSMANN - 75008 PARIS	GLOBALE	97,04	100,00	GLOBALE	97,03	99,99

(1) Au cours du second trimestre 2009, le Crédit du Nord a acheté la totalité des titres Etoile Gestion détenus par la Banque Pouyanne; cet achat a modifié les taux d'intérêt et de contrôle du Groupe sur Etoile Gestion par rapport au 31/12/2008.

	30/06/2009			31/12/2008		
	MÉTHODE D'INTÉGRATION	TAUX D'INTÉRÊT	TAUX DE CONTRÔLE	MÉTHODE D'INTÉGRATION	TAUX D'INTÉRÊT	TAUX DE CONTRÔLE
ANNA PURNA 59, BOULEVARD HAUSSMANN - 75008 PARIS	GLOBALE	100,00	100,00	GLOBALE	100,00	100,00
NICE BROC 59, BOULEVARD HAUSSMANN - 75008 PARIS	GLOBALE	100,00	100,00	GLOBALE	100,00	100,00
NICE CARROS 59, BOULEVARD HAUSSMANN - 75008 PARIS	GLOBALE	100,00	100,00	GLOBALE	100,00	100,00
KOLB INVESTISSEMENT 59, BOULEVARD HAUSSMANN - 75008 PARIS	GLOBALE	100,00	100,00	GLOBALE	100,00	100,00
NORD ASSURANCES COURTAGE 28, PLACE RIHOUR - 59800 LILLE	GLOBALE	100,00	100,00	GLOBALE	100,00	100,00
NORBAIL SOFERGIE 59, BOULEVARD HAUSSMANN - 75008 PARIS	GLOBALE	100,00	100,00	GLOBALE	100,00	100,00
SFAG 59, BOULEVARD HAUSSMANN - 75008 PARIS	GLOBALE	100,00	100,00	GLOBALE	100,00	100,00
PARTIRA 59, BOULEVARD HAUSSMANN - 75008 PARIS	GLOBALE	100,00	100,00	GLOBALE	100,00	100,00
SC FORT DE NOYELLES 59, BOULEVARD HAUSSMANN - 75008 PARIS	GLOBALE	100,00	100,00	GLOBALE	100,00	100,00
BANQUE POUYANNE 12, PLACE D'ARMES - 64300 ORTHEZ	EQUIVALENCE	35,00	35,00	EQUIVALENCE	35,00	35,00
DEXIA-C.L.F. BANQUE 1 PASSERELLE DES REFLETS TOUR DEXIA LA DEFENSE 2 - 92919 LA DEFENSE CEDEX	EQUIVALENCE	20,00	20,00	EQUIVALENCE	20,00	20,00
ANTARIUS (1) 59, BOULEVARD HAUSSMANN - 75008 PARIS	PROPORTIONNELLE	50,00	50,00	PROPORTIONNELLE	50,00	50,00

(1) Y compris les OPCVM d'assurance sous-consolidés.

Par ailleurs, les sociétés suivantes, dont la détention par le Groupe est échelonnée entre 33,21% et 100%, n'ont pas été retenues dans le champ de consolidation : Starquatorze, Starquinze, Starseize, Stardixsept, Stardixhuit, Starvingt, Star vingt trois, Starvingt six, Starvingt sept, Starvingt huit, Starvingt neuf, Startrente, Startrente quatre, Startrente cinq, Startrente six, Startrente sept, Startrente huit, Startrente neuf, Starquarante, Amerasia 3, Amerasia 4, Silk1, Snc Obbola, Snc Wav II, Immovalor service, Cofipro, Scem Expansion, Snc Hedin, Snc Legazpi, Snc Nordenskiold et Snc Verthema.

NOTE 3 - ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT

	30/06/2009				31/12/2008			
	Valorisation déterminée par des prix publiés sur un marché actif	Technique de valorisation basée sur des données de marché observables	Valorisation non basée sur des données de marché	Total	Valorisation déterminée par des prix publiés sur un marché actif	Technique de valorisation basée sur des données de marché observables	Valorisation non basée sur des données de marché	Total
(en millions d'euros)								
ACTIF								
PORTEFEUILLE DE TRANSACTION								
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres instruments de dettes	21,2	-	-	21,2	53,1	-	-	53,1
Actions et autres instruments de capitaux propres (1)	35,2	-	-	35,2	25,3	-	-	25,3
Autres actifs financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
SOUS-TOTAL ACTIFS DE TRANSACTION	56,4	-	-	56,4	78,4	-	-	78,4
ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR SUR OPTION PAR RESULTAT								
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres instruments de dettes	4,6	116,5	-	121,1	4,3	205,4	-	209,7
Actions et autres instruments de capitaux propres (1)	1,6	962,9	-	964,5	1,7	962,4	-	964,1
Autres actifs financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
SOUS-TOTAL ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR SUR OPTION PAR RESULTAT	6,2	1 079,4	-	1 085,6	6,0	1 167,8	-	1 173,8
SOUS-TOTAL ACTIFS DISTINCTS RELATIFS AUX AVANTAGES AU PERSONNEL								
	-	-	-	-	-	-	-	-
DERIVES DE TRANSACTION								
Instruments de taux d'intérêts	-	40,7	-	40,7	-	73,1	-	73,1
Instruments fermes	-	31,0	-	31,0	-	65,4	-	65,4
<i>Swaps</i>	-	31,0	-	31,0	-	65,4	-	65,4
<i>FRA</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments conditionnels	-	9,7	-	9,7	-	7,7	-	7,7
<i>Options sur marchés organisés</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Options de gré à gré</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Caps, floors, collars</i>	-	9,7	-	9,7	-	7,7	-	7,7
Instruments de change	-	65,8	-	65,8	-	158,2	-	158,2
Instruments fermes	-	63,7	-	63,7	-	155,7	-	155,7
Instruments conditionnels	-	2,1	-	2,1	-	2,5	-	2,5
Instruments sur actions et indices	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers à terme	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments sur marchés organisés	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de gré à gré	-	-	-	-	-	-	-	-
SOUS-TOTAL DERIVES DE TRANSACTION	-	106,5	-	106,5	-	231,3	-	231,3
TOTAL ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT (1)	62,6	1 185,9	-	1 248,5	84,4	1 399,1	-	1 483,5

(1) Y compris les OPCVM.

NOTE 3 bis - PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT

	30/06/2009				31/12/2008			
	Valorisation déterminée par des prix publiés sur un marché actif	Technique de valorisation basée sur des données de marché observables	Valorisation non basée sur des données de marché	Total	Valorisation déterminée par des prix publiés sur un marché actif	Technique de valorisation basée sur des données de marché observables	Valorisation non basée sur des données de marché	Total
(en millions d'euros)								
PASSIF								
PORTEFEUILLE DE TRANSACTION								
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes sur titres empruntés	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres instruments de dettes vendus à découvert	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions et autres instruments de capitaux propres vendus à découvert	0,7	-	-	0,7	2,8	-	-	2,8
Autres passifs financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
SOUS-TOTAL PASSIFS DE TRANSACTION	0,7	-	-	0,7	2,8	-	-	2,8
DERIVES DE TRANSACTION								
Instruments de taux d'intérêts	-	73,1	-	73,1	-	68,3	-	68,3
Instruments fermes	-	65,7	-	65,7	-	61,7	-	61,7
<i>Swaps</i>	-	65,7	-	65,7	-	61,7	-	61,7
<i>FRA</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments conditionnels	-	7,4	-	7,4	-	6,6	-	6,6
<i>Options sur marchés organisés</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Options de gré à gré</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Caps, floors, collars</i>	-	7,4	-	7,4	-	6,6	-	6,6
Instruments de change	-	61,6	-	61,6	-	133,6	-	133,6
Instruments fermes	-	59,4	-	59,4	-	131,0	-	131,0
Instruments conditionnels	-	2,2	-	2,2	-	2,6	-	2,6
Instruments sur actions et indices	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers à terme	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments sur marchés organisés	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de gré à gré	-	-	-	-	-	-	-	-
SOUS-TOTAL DERIVES DE TRANSACTION	-	134,7	-	134,7	-	201,9	-	201,9
SOUS-TOTAL PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR SUR OPTION PAR RESULTAT	-	458,8	-	458,8	-	473,1	-	473,1
TOTAL PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	0,7	593,5	-	594,2	2,8	675,0	-	677,8

	30/06/2009			31/12/2008		
	Juste valeur	Montant remboursable à maturité	Différence entre la juste valeur et le montant remboursable à maturité	Juste valeur	Montant remboursable à maturité	Différence entre la juste valeur et le montant remboursable à maturité
TOTAL PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR SUR OPTION PAR RESULTAT (1)	458,8	504,1	-45,4	473,1	557,3	-84,2

(1) La variation de juste valeur attribuable au risque de crédit propre s'élève à 11,3 millions d'euros au 30 juin 2009.

NOTE 4 - INSTRUMENTS DERIVES DE COUVERTURE

(en millions d'euros)	30/06/2009		31/12/2008	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Couverture de juste valeur (1)	265,8	351,9	213,3	282,8
Instruments de taux d'intérêts				
• Instruments fermes	251,2	351,9	204,6	282,8
<i>Swaps</i>	251,2	351,9	204,6	282,8
• Instruments conditionnels	14,6	-	8,7	-
<i>Caps, floors, collars</i>	14,6	-	8,7	-
Couverture de flux de trésorerie	-	-	-	-
TOTAL	265,8	351,9	213,3	282,8

(1) Y compris dérivés de Macro Fair Value Hedge.

NOTE 5 - ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE

	30/06/2009				31/12/2008			
	Valorisation déterminée par des prix publiés sur un marché actif	Technique de valorisation basée sur des données de marché observables	Valorisation non basée sur des données de marché	Total	Valorisation déterminée par des prix publiés sur un marché actif	Technique de valorisation basée sur des données de marché observables	Valorisation non basée sur des données de marché	Total
(en millions d'euros)								
ACTIVITE COURANTE								
Effets publics et valeurs assimilées	1 770,5	-	-	1 770,5	500,5	-	-	500,5
<i>dont créances rattachées</i>	-	-	-	5,9	-	-	-	4,7
<i>dont dépréciations</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres instruments de dettes	1 241,8	3 412,9	-	4 654,7	1 079,6	3 751,3	-	4 830,9
<i>dont créances rattachées</i>	-	-	-	33,1	-	-	-	54,2
<i>dont dépréciations</i>	-	-	-	-9,7	-	-	-	-9,7
Actions et autres instruments de capitaux propres (1)	1,1	55,8	3,2	60,1	1,0	94,8	3,4	99,2
<i>dont créances rattachées</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>dont pertes de valeur</i>	-	-	-	-4,5	-	-	-	-4,6
SOUS-TOTAL	3 013,4	3 468,7	3,2	6 485,3	1 581,1	3 846,1	3,4	5 430,6
Titres actions détenus à long terme	5,2	-	221,3	226,5	5,0	0,4	221,0	226,4
<i>dont créances rattachées</i>	-	-	-	-	-	-	-	0,3
<i>dont pertes de valeur</i>	-	-	-	-4,6	-	-	-	-4,7
SOUS-TOTAL	5,2	-	221,3	226,5	5,0	0,4	221,0	226,4
TOTAL ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE	3 018,6	3 468,7	224,5	6 711,8⁽²⁾	1 586,1	3 846,5	224,4	5 657,0
Dont titres prêtés	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) Y compris les OPCVM.

(2) Dont 1 000,1 millions d'euros de titres callables pour lequel la valorisation retenue tient compte d'un exercice effectif du call par l'émetteur, selon les pratiques de place.

Ce montant s'échelonne ainsi selon les dates de call suivantes :

- 3,7 millions d'euros en 2009,
- 9,5 millions d'euros en 2010,
- 680,0 millions d'euros en 2011,
- 306,9 millions d'euros en 2012.

Mouvements sur actifs financiers disponibles à la vente

(en millions d'euros)	2009	2008
Solde d'ouverture au 1^{er} janvier	5 657,0	5 141,0
Acquisitions	2 202,7	1 392,4
Cessions / remboursements / fusions	-1 159,9	-728,5
Reclassement (sortie) vers DJE	-	-33,1 ⁽³⁾
Autres reclassements	-37,0	-
Gains et pertes sur variations de juste valeur	69,2 ⁽⁴⁾	-111,5
Variation des dépréciations sur titres à revenu fixe	-	-9,7
Variation des pertes de valeur sur titres à revenu variable	0,1	0,8
Variation des créances rattachées	-20,1	5,1
Différences de change	-0,2	0,5
SOLDE DE CLÔTURE	6 711,8	5 657,0

(3) L'intention de gestion sur des actifs disponibles à la vente (OBSAAR) ayant évolué vers la détention jusqu'à l'échéance, un reclassement a été effectué à la juste valeur au 31 décembre 2008 entre ces deux catégories pour un montant de 33,1 millions d'euros.

(4) L'écart avec les rubriques "Variation de valeur des instruments financiers" de la note des capitaux propres provient à hauteur de -53,4 millions d'euros du poste assurances-dotations nettes participation aux bénéfices différée.

NOTE 6 - PRETS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

(en millions d'euros)	30/06/2009	31/12/2008
Comptes à vue	1 105,3	825,9
Comptes et prêts au jour le jour et autres	385,3	1 866,6
Valeurs reçues en pension au jour le jour	-	-
Créances rattachées	0,4	1,2
TOTAL DES CREANCES A VUE ET AU JOUR LE JOUR	1 491,0	2 693,7
Comptes et prêts à terme	865,1	856,3
Valeurs reçues en pension à terme	-	-
Titres reçus en pension livrée à terme	438,4	1 716,5
Prêts subordonnés et titres participatifs	89,8	89,1
Créances rattachées	10,9	34,9
TOTAL DES CREANCES A TERME	1 404,2	2 696,8
TOTAL BRUT	2 895,2	5 390,5
DEPRECIATION	-0,5	-0,5
TOTAL NET	2 894,7	5 390,0
Juste valeur des prêts et créances sur les établissements de crédit	2 894,7	5 389,9

Il faut noter que, sur le total au 30 juin 2009 des créances sur les établissements de crédit, 672,9 millions d'euros représentent des opérations avec le Groupe Société Générale (2 017,3 millions d'euros au 31 décembre 2008).

Les créances sur établissements étrangers représentent 25 % du montant global inscrit au bilan. Il s'agit essentiellement d'établissements situés dans l'Espace Economique Européen. Les autres pays représentent 0,6 % de l'encours du bilan.

NOTE 7 - PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE

(en millions d'euros)	30/06/2009	31/12/2008
Créances commerciales	688,0	758,4
Créances rattachées	0,9	0,4
TOTAL DES CREANCES COMMERCIALES	688,9	758,8
Autres concours (1)		
Crédits de trésorerie	1 915,5	2 146,3
Crédits à l'exportation	52,8	71,1
Crédits à l'équipement	4 911,7	4 907,2
Crédits à l'habitat	11 466,2	11 137,1
Autres crédits	3 022,5	2 985,8
Créances rattachées	58,6	71,5
TOTAL AUTRES CONCOURS A LA CLIENTELE	21 427,3	21 319,0
Comptes ordinaires débiteurs	1 965,3	2 054,8
Créances rattachées	28,7	38,0
TOTAL COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	1 994,0	2 092,8
TOTAL BRUT	24 110,2	24 170,6
DEPRECIATION	-748,7	-676,3
Dépréciation sur créances individualisées	-718,0	-646,1
Dépréciation sur groupe d'actifs homogènes	-30,7	-30,2
TOTAL NET	23 361,5	23 494,3
Titres reçus en pension livrée (y.c. créances rattachées)	-	275,4
TOTAL DES PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE	23 361,5	23 769,7
Juste valeur des prêts et créances sur la clientèle	23 390,5	23 278,1

(1) REPARTITION DES AUTRES CONCOURS SAINS A LA CLIENTELE

(en millions d'euros)	30/06/2009	31/12/2008
Clientèle non financière	20 429,2	20 386,7
• <i>Entreprises</i>	8 730,4	8 979,7
• <i>Particuliers</i>	10 794,7	10 504,3
• <i>Collectivités locales</i>	8,1	9,1
• <i>Professions libérales</i>	778,1	775,4
• <i>Gouvernements et administrations centrales</i>	0,7	0,7
• <i>Autres</i>	117,2	117,5
Clientèle financière	-	1,8
TOTAL AUTRES CONCOURS SAINS A LA CLIENTELE (2)	20 429,2	20 388,5

(2) Hors créances rattachées.

Note 8 - ACTIFS ET PASSIFS NON COURANTS DESTINES A ETRE CEDES

(en millions d'euros)	30/06/2009	31/12/2008
ACTIFS NON COURANTS DESTINES A ETRE CEDES		
Immobilisations et écarts d'acquisition	0,9	-
Actifs financiers	12,7	-
Créances établissements de crédit et autres	0,3	-
Autres actifs	17,0	-
TOTAL	30,9	-

(en millions d'euros)	30/06/2009	31/12/2008
PASSIFS NON COURANTS DESTINES A ETRE CEDES		
Provisions	-	-
Dettes	-	-
Autres passifs	6,1	-
TOTAL	6,1	-

Dans le cadre du rapprochement des activités de gestion d'actifs du Crédit Agricole et de la Société Générale, Etoile Gestion est amenée à être cédée prochainement par le Groupe Crédit du Nord.

NOTE 9 - ECARTS D'ACQUISITION

(en millions d'euros)

Valeur brute au 31/12/2008	53,8
Acquisitions et autres augmentations	-
Cessions et autres diminutions	-
VALEUR BRUTE AU 30/06/2009	53,8

Dépréciations au 31/12/2008	-
Pertes de valeur	-
DEPRECIATIONS AU 30/06/2009	-

En IFRS, les écarts d'acquisition ne sont plus amortis. Ils sont soumis à un test de dépréciation réalisé une fois par an.

Valeur nette au 31/12/2008	53,8
VALEUR NETTE AU 30/06/2009	53,8

Principaux écarts d'acquisition nets au 30 juin 2009

(en millions d'euros)

Banque Courtois	10,2
Banque Laydernier	12,8
Banque Kolb	22,3
Banque Tarneaud	3,3
Agences Fortis	5,2
VALEUR NETTE AU 30/06/2009	53,8

NOTE 10 - SYNTHÈSE DES DÉPRECIATIONS ET PROVISIONS

DEPRECIATIONS (en millions d'euros)	Notes	Stock au 31/12/2008	Dotations	Reprises disponibles	Reprises utilisées	Autres	Stock au 30/06/2009
Etablissements de crédit	6	0,5	-	-	-	-	0,5
Crédits à la clientèle	7	646,1	199,5	-108,1	-19,5	-	718,0
Groupes d'actifs homogènes	7	30,2	0,9	-0,5	-	-	30,6
Location-financement et assimilés (1)		11,3	10,9	-6,6	-0,8	-	14,8
Actifs disponibles à la vente (1)	5	18,9	-	-0,1	-	-	18,8
Actifs détenus jusqu'à l'échéance		-	-	-	-	-	-
Immobilisations		3,5	-	-	-0,2	-	3,3
Autres		0,2	-	-	-	-	0,2
TOTAL DES DEPRECIATIONS		710,7	211,3	-115,3	-20,5	-	786,2

(1) Dont dotations nettes impactant le risque de contrepartie : 4,3 millions d'euros.

PROVISIONS (en millions d'euros)	Stock au 31/12/2008	Dotations	Reprises disponibles	Reprises utilisées	Effet d'actualisation	Autres	Stock au 30/06/2009
Provisions pour avantages post-emploi	66,4	4,9	-0,4	-2,4	-	-	68,5
Provisions pour avantages long terme	28,1	2,7	-	-2,4	-	-	28,4
Provisions pour indemnités de fin de contrat de travail	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour autres engagements sociaux	3,0	0,5	-0,6	-0,8	-	-	2,1
Provisions pour risques immobiliers (2)	0,4	-	-	-	-	-	0,4
Provisions pour litiges (3)	12,7	1,0	-1,3	-0,5	0,2	-	12,1
Provisions sur engagements hors bilan avec la clientèle	22,0	11,8	-6,0	-	-	-	27,8
Autres provisions (3) (4)	12,4	0,2	-7,3	-	-	-	5,3
TOTAL DES PROVISIONS	145,0	21,1	-15,6	-6,1	0,2	-	144,6

(2) Les provisions pour risques immobiliers couvrent des pertes à terminaison relatives aux prises de participation dans des programmes immobiliers.

(3) Dont reprises nettes relatives au coût net du risque : 0,1 million d'euros.

(4) Dont provision épargne-logement : 3,6 millions d'euros au 30 juin 2009 contre 10,9 millions d'euros au 31 décembre 2008 soit une reprise nette de 7,3 millions d'euros sur l'année.

NOTE 11 - DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

(en millions d'euros)	30/06/2009	31/12/2008
Comptes à vue	300,4	248,2
Comptes et emprunts au jour le jour	311,6	378,8
Valeurs données en pension au jour le jour	-	-
Titres donnés en pension au jour le jour	-	-
Dettes rattachées	0,3	1,0
TOTAL DES DETTES A VUE	612,3	628,0
Comptes et emprunts à terme	3 818,7	3 311,8
Valeurs données en pension à terme	-	-
Titres donnés en pension à terme	-	-
Dettes rattachées	11,1	21,2
TOTAL DES DETTES A TERME	3 829,8	3 333,0
Réévaluation des éléments couverts	37,7	27,3
TOTAL	4 479,8	3 988,3
Juste valeur des dettes envers les établissements de crédit	4 479,1	3 988,3

Il faut noter que, sur le total au 30 juin 2009 des dettes envers les établissements de crédit, 1 295,8 millions d'euros représentent des opérations avec le Groupe Société Générale.

NOTE 12 - DETTES ENVERS LA CLIENTELE

(en millions d'euros)	30/06/2009	31/12/2008
Comptes d'épargne à régime spécial à vue	5 018,7	4 086,3
Comptes d'épargne à régime spécial à terme	1 603,8	1 618,4
Comptes à vue et au jour le jour	10 189,8	10 139,9
<i>Sociétés et entrepreneurs individuels</i>	6 121,0	6 073,3
<i>Particuliers</i>	3 631,7	3 578,1
<i>Clientèle financière</i>	23,3	6,0
<i>Autres</i>	413,8	482,5
Comptes à terme	613,3	1 666,0
<i>Sociétés et entrepreneurs individuels</i>	429,5	829,0
<i>Particuliers</i>	163,8	808,1
<i>Clientèle financière</i>	0,7	0,9
<i>Autres</i>	19,3	28,0
Valeurs données en pension livrée à terme	-	150,0
Titres donnés en pension livrée au jour le jour	258,1	261,0
Titres donnés en pension livrée à terme	573,1	1 428,4
Dettes rattachées	76,1	127,7
Dépôts de garantie	0,7	0,7
TOTAL	18 333,6	19 478,4
Juste valeur des dettes envers la clientèle	18 333,4	19 478,3

NOTE 13 - DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE

(en millions d'euros)	30/06/2009	31/12/2008
Bons de caisse et bons d'épargne	13,6	14,4
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	7 556,1	8 201,7
Emprunts obligataires	304,8	554,7
Dettes rattachées	35,6	121,9
SOUS-TOTAL	7 910,1	8 892,7
Réévaluation des éléments couverts	0,4	0,3
TOTAL	7 910,5	8 893,0
Juste valeur des dettes représentées par un titre	7 905,6	8 904,9

NOTE 14 - ACTIVITES D'ASSURANCE

PROVISIONS TECHNIQUES DES ENTREPRISES D'ASSURANCE

(en millions d'euros)	30/06/2009	31/12/2008
Provisions techniques des contrats d'assurance en unités de compte	877,7	876,1
Provisions techniques des autres contrats d'assurance-vie	2 653,8	2 382,5
Provisions techniques des contrats d'assurance non-vie	1,9	1,6
TOTAL	3 533,4	3 260,2
Provision pour participation aux bénéfices différée active (1) (2)	7,0	60,1
Part des réassureurs	230,3	221,1
Provisions techniques nettes	3 296,1	2 979,0

(1) Conformément à la recommandation du CNC du 19 décembre 2008, un test de recouvrabilité de la provision pour participation aux bénéfices différée active (PBDA) a été réalisé.

Ce test s'appuie sur un modèle déterministe de projection des flux de trésorerie futurs, calibré selon un scénario économique jugé fortement probable. Les actifs de placements sont modélisés conformément aux données de marché disponibles à la date d'inventaire, avec un retraitement sur les spreads de liquidité pour les placements obligataires. La modélisation des passifs d'assurance intègre des hypothèses techniques (rachats, mortalité, etc...) cohérentes avec une approche de type Market Consistent Embedded Value. Le modèle intègre en outre une estimation de la collecte de l'année à venir.

La provision pour participation aux bénéfices différée active est considérée comme étant intégralement recouvrable dès lors que les projections issues du modèle démontrent que les rendements futurs des actifs sont suffisants pour que la compagnie d'assurance puisse à la fois :

- servir à ses assurés, dans la durée, un taux de participation aux bénéfices au moins égal au taux minimum garanti contractuellement, et
- prélever sur ces rendements les frais de gestion prévus dans les conditions contractuelles.

Ces deux conditions étant satisfaites au 30/06/2009, aucune provision pour dépréciation n'a été constatée sur l'exercice.

(2) Dont provision pour participation aux bénéfices différée active sur actifs en Juste Valeur par capitaux propres 7,0 millions d'euros au 30 juin 2009 et 60,4 millions d'euros au 31 décembre 2008.

TABLEAU DE VARIATION DES PROVISIONS TECHNIQUES DES ENTREPRISES D'ASSURANCE

(en millions d'euros)	Provisions techniques des contrats en unités de compte	Provisions techniques des autres contrats d'assurance-vie	Provisions techniques des contrats d'assurance non-vie
PROVISIONS D'OUVERTURE AU 01/01/2009	876,1	2 382,5	1,6
Charge des provisions d'assurance	-48,9	291,8	0,3
Revalorisation des contrats	30,3	-	-
Chargements prélevés sur les contrats	4,1	-	-
Transferts et arbitrages	16,1	-14,5	-
Entrées de portefeuilles	-	-6,0	-
Participation aux résultats	-	-	-
Autres	-	-	-
PROVISIONS DE CLOTURE AU 30/06/2009	877,7	2 653,8	1,9

Conformément aux normes IFRS et aux principes du Groupe, le Liability Adequacy Test (LAT) sur la suffisance des passifs a été réalisé au 30 Juin 2009. Il s'effectue sur la base de modèles stochastiques cohérents avec une approche de type Market Consistent Embedded Value.

PLACEMENTS NETS DES ENTREPRISES D'ASSURANCE

(en millions d'euros)	30/06/2009	31/12/2008
Actifs financiers à la juste valeur par résultat		
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Obligations et autres instruments de dettes	117,9	206,2
Actions et autres instruments de capitaux propres	964,6	964,1
Actifs financiers disponibles à la vente		
Effets publics et valeurs assimilées	257,8	279,3
Obligations et autres instruments de dettes	2 213,8	1 763,3
Actions et autres instruments de capitaux propres	32,9	30,8
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		
Placements immobiliers		
TOTAL	3 587,0	3 243,7

NOTE 15 - GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

(en millions d'euros)	30/06/2009	Période	31/12/2008
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			
Écart de conversion	-	-	-
Écart de réévaluation de la période			
Recyclage en résultat			
Réévaluation des actifs disponibles à la vente	-10,9	16,2	-27,1
Écart de réévaluation de la période		17,3	
Recyclage en résultat		-1,1	
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	-	-	-
Écart de réévaluation de la période			
Recyclage en résultat			
Montants transférés dans la valeur de l'élément couvert			
Quote-part de gains ou pertes latents ou différés sur entités mises en équivalence	-0,9	-0,9	-
Impôts	13,8	-5,8	19,6
TOTAL	2,0	9,5	-7,5

(en millions d'euros)	30/06/2009			31/12/2008		
	Brut	Impôt	Net d'impôt	Brut	Impôt	Net d'impôt
Écarts de conversion	-	-	-	-	-	-
Réévaluation des actifs disponibles à la vente	-10,9	13,5	2,6	-27,1	19,6	-7,5
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	-	-	-	-	-	-
Quote-part de gains ou pertes latents ou différés sur entités mises en équivalence	-0,9	0,3	-0,6	-	-	-
TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	-11,8	13,8	2,0	-27,1	19,6	-7,5
Part du groupe	-12,0	13,8	1,8	-27,3	19,6	-7,7
Intérêts minoritaires	0,2	-	0,2	0,2	-	0,2

NOTE 16 - ECHEANCES DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES PAR DUREE RESTANT A COURIR

Échéances des actifs et passifs financiers

(en millions d'euros)	Jusqu'à 3 mois (1)	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée	30/06/2009 Total
EMPLOIS						
Caisse, banques centrales	1 495,5	-	-	-	-	1 495,5
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	161,7	-	4,4	1 082,4	-	1 248,5
Instruments dérivés de couverture	265,8	-	-	-	-	265,8
Actifs financiers disponibles à la vente	791,1	2 025,4	183,9	3 612,9	98,5	6 711,8
Prêts et créances sur les établissements de crédit	2 190,2	380,8	248,0	75,7	-	2 894,7
Prêts et créances sur la clientèle	3 645,6	2 337,0	8 575,5	8 803,4	-	23 361,5
Opérations de location-financement et assimilées	160,6	383,7	1 060,0	250,4	-	1 854,7
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	180,6	-	-	-	-	180,6
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	3,1	10,7	47,0	-	-	60,8
RESSOURCES						
Banques centrales	0,9	-	-	-	-	0,9
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	102,2	81,7	262,3	148,0	-	594,2
Instruments dérivés de couverture	351,9	-	-	-	-	351,9
Dettes envers les établissements de crédit	1 539,9	813,8	1 950,7	175,4	-	4 479,8
Dettes envers la clientèle	5 462,1	1 192,1	4 443,0	7 236,4	-	18 333,6
Dettes représentées par un titre	4 900,2	802,5	1 309,1	898,7	-	7 910,5
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	27,9	-	-	-	-	27,9
Dettes subordonnées	35,2	143,4	225,7	281,0	-	685,3

(1) Par convention, les dérivés sont classés en moins de 3 mois.

Échéances notionnelles des engagements sur instruments financiers dérivés (2)

Au 30/06/2009 (en millions d'euros)	De 0 à 1 an		De 1 à 5 ans		Plus de 5 ans		Total	
	Actif	Passif	Actif	Passif	Actif	Passif	Actif	Passif
INSTRUMENTS DE TAUX D'INTERET								
Instruments fermes								
<i>Swaps</i>	8 195,3	8 195,4	7 050,9	7 050,9	4 518,0	4 518,2	19 764,2	19 764,5
<i>FRA</i>	369,8	-	-	-	-	-	369,8	-
Instruments conditionnels								
<i>Caps, Floors, Collars</i>	304,5	234,6	1 652,8	352,4	743,6	211,4	2 700,9	798,4
INSTRUMENTS DE CHANGE								
Options de change	58,4	58,4	2,7	2,7	-	-	61,1	61,1
AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME								
Autres instruments à terme	-	1,1	-	-	-	-	-	1,1

(2) Ces éléments sont présentés en fonction des échéances comptables des instruments financiers.

NOTE 17 - ENGAGEMENTS

A. Engagements de financement et de garantie donnés ou reçus

(en millions d'euros)	30/06/2009	31/12/2008
ENGAGEMENTS DONNES		
Engagements de financement		
En faveur d'établissements de crédit	156,0	103,4
En faveur de la clientèle	2 871,0	2 957,2
Engagements de garantie		
Donnés aux établissements de crédit	146,3	256,9
Donnés à la clientèle	3 400,9	3 536,8
Donnés de l'activité d'assurance	272,2	272,2
Autres	4 406,4	3 632,8
ENGAGEMENTS RECUS		
Engagements de financement		
Reçus d'établissements de crédit	865,8	-
Engagements de garantie		
Reçus d'établissements de crédit	7 337,2	6 831,8
Reçus de l'activité d'assurance	237,4	237,4
Autres (1)	63,5	84,8

(1) Dont 56,7 millions d'euros d'engagements de garantie reçus des administrations publiques et des collectivités locales et 6,8 millions d'euros de nantissement de titres.

Au 30 juin 2009, les engagements de financement ou de garantie reçus du Groupe Société Générale se chiffrent à 511,0 millions d'euros (dont 505,0 millions d'euros au titre d'un refinancement SFEF) contre 6,3 millions d'euros au 31 décembre 2008.

Les engagements de financement ou de garantie donnés au Groupe Société Générale s'élèvent à 1 476,0 millions d'euros (la totalité de ce montant provient de garanties données au titre des refinancements SFEF) contre 210,2 millions d'euros au 31 décembre 2008.

B. Opérations sur titres et opérations de change

(en millions d'euros)	30/06/2009	31/12/2008
Opérations sur titres		
Titres à recevoir	3,3	54,3
Titres à livrer	751,4	78,2
Opérations de change		
Monnaies à recevoir	4 989,4	6 291,8
Monnaies à livrer	4 986,1	6 273,5

Au 30 juin 2009, les engagements de ce type avec le Groupe Société Générale s'élèvent à 272,4 millions d'euros (contre 423,7 millions d'euros au 31 décembre 2008).

C. Instruments financiers dérivés

(en millions d'euros)	30/06/2009		31/12/2008	
	Actif	Passif	Actif	Passif
INSTRUMENTS DE TRANSACTION				
Instruments de taux d'intérêt				
Instruments fermes				
• Swaps	6 954,0	6 954,3	8 687,4	8 687,4
• FRA	369,8	-	-	-
Instruments conditionnels				
• Options de gré à gré	-	-	-	-
• Caps, floors, collars	848,9	798,4	717,4	758,1
Instruments de change				
Options de change	61,1	61,1	83,7	83,7
Autres instruments financiers à terme				
Instruments sur marchés organisés	-	1,1	-	2,0
SOUS-TOTAL INSTRUMENTS DE TRANSACTION	8 233,8	7 814,9	9 488,5	9 531,2
INSTRUMENTS DE COUVERTURE DE JUSTE VALEUR (1)				
Instruments de taux d'intérêt				
Instruments fermes				
• Swaps	12 810,2	12 810,2	13 217,7	13 217,7
Instruments conditionnels				
• Caps, floors, collars	1 852,0	-	1 522,0	-
SOUS-TOTAL INSTRUMENTS DE COUVERTURE	14 662,2	12 810,2	14 739,7	13 217,7
TOTAL	22 896,0	20 625,1	24 228,2	22 748,9

(1) Y compris dérivés de macrocouverture en juste valeur par résultat.

Au 30 juin 2009, les engagements de ce type avec le Groupe Société Générale s'élèvent à 17 459,5 millions d'euros (contre 20 459,0 millions d'euros au 31 décembre 2008).

Il faut rappeler que, conformément à la réglementation, les opérations traitées pour compte et sur ordre de la clientèle sont classées en catégorie "Transaction", alors que leur éventuelle couverture est classée en "Couverture de juste valeur par résultat".

NOTE 18 - OPERATIONS EN DEVISES

(en millions d'euros)	Euro	Franc Suisse	Livre sterling	Dollar	Yen	Autres devises	30/06/2009 Total
ACTIF							
Trésorerie	3 475,7	91,0	380,4	208,0	11,3	223,8	4 390,2
Crédits clientèle	25 165,2	104,8	18,2	102,4	2,3	3,9	25 396,8
Autres actifs	9 511,4	-	0,5	15,4	-	0,1	9 527,4
TOTAL	38 152,3	195,8	399,1	325,8	13,6	227,8	39 314,4
PASSIF							
Trésorerie	3 761,6	77,4	124,5	489,1	26,3	1,8	4 480,7
Dépôts clientèle	17 998,8	5,9	103,6	237,1	3,0	13,1	18 361,5
Dettes représentées par un titre	7 823,4	-	82,2	4,9	-	-	7 910,5
Autres passifs	8 560,2	-	0,8	0,6	-	0,1	8 561,7
TOTAL	38 144,0	83,3	311,1	731,7	29,3	15,0	39 314,4
ENGAGEMENTS DE CHANGE							
Devises à recevoir	1 883,7	350,0	244,1	1 848,6	34,0	629,0	4 989,4
Devises à livrer	1 890,2	465,0	331,4	1 440,1	18,0	841,4	4 986,1
POSITION NETTE							
(en millions d'euros)	Euro	Franc Suisse	Livre sterling	Dollar	Yen	Autres devises	30/06/2009 Total
Actif	38 152,3	195,8	399,1	325,8	13,6	227,8	39 314,4
Passif	38 144,0	83,3	311,1	731,7	29,3	15,0	39 314,4
Engagements de change nets	-6,5	-115,0	-87,3	408,5	16,0	-212,4	3,3
SOLDE	1,8	-2,5	0,7	2,6	0,3	0,4	3,3

NOTE 19 - PRODUIT NET BANCAIRE

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Intérêts et résultats assimilés	20	393,9	404,2	786,4
Commissions	21	376,7	315,6	714,0
Dividendes sur titres à revenu variable		2,6	3,0	16,6
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	22	-10,0	28,8	11,5
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	23	6,4	1,2	4,8
Produits et charges des autres activités		0,2	1,1	10,6
TOTAL PRODUIT NET BANCAIRE		769,8	753,9	1 543,9
Part des commissions dans le PNB		48,9%	41,9%	46,2%

NOTE 20 - INTERETS ET RESULTATS ASSIMILES

(en millions d'euros)	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES SUR			
Opérations avec les établissements de crédit	43,6	81,4	167,3
Opérations avec la clientèle	556,7	590,6	1 217,3
Opérations sur instruments financiers	215,1	227,2	382,4
<i>Actifs financiers disponibles à la vente</i>	89,9	114,3	237,8
<i>Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance</i>	1,2	0,1	0,9
<i>Prêts de titres</i>	-	-	-
<i>Dérivés de couverture</i>	124,0	112,8	143,7
Opérations de location-financement	77,8	73,8	151,5
<i>Location-financement immobilier</i>	36,5	36,1	73,6
<i>Location-financement mobilier</i>	41,3	37,7	77,9
Autres intérêts et produits assimilés	-	-	-
SOUS-TOTAL	893,2	973,0	1 918,5
INTERETS ET CHARGES ASSIMILES SUR			
Opérations avec les établissements de crédit	-51,0	-69,6	-147,0
Opérations avec la clientèle	-138,7	-176,3	-391,2
Opérations sur instruments financiers	-281,4	-295,1	-537,1
<i>Dettes représentées par des titres</i>	-108,3	-176,1	-378,3
<i>Dettes subordonnées et convertibles</i>	-15,0	-15,2	-30,8
<i>Emprunts de titres</i>	-	-	-
<i>Dérivés de couverture</i>	-158,1	-103,8	-128,0
Opérations de location-financement	-28,0	-27,5	-56,1
<i>Location-financement immobilier</i>	-25,6	-24,4	-49,4
<i>Location-financement mobilier</i>	-2,4	-3,1	-6,7
Autres intérêts et charges assimilées	-0,2	-0,3	-0,7
SOUS-TOTAL	-499,3	-568,8	-1 132,1
TOTAL INTERETS ET RESULTATS ASSIMILES	393,9	404,2	786,4
PRODUITS (CHARGES) NETS (NETTES) SUR			
Opérations avec les établissements de crédit	-7,4	11,8	20,3
Opérations avec la clientèle	418,0	414,3	826,1
<i>Crédits de trésorerie</i>	68,1	75,9	156,9
<i>Crédits à l'exportation</i>	0,9	2,1	4,1
<i>Crédits à l'équipement</i>	85,7	92,3	193,9
<i>Crédits à l'habitat</i>	267,5	251,5	526,5
<i>Autres crédits à la clientèle</i>	-4,2	-7,5	-55,3
Opérations sur instruments financiers	-66,3	-67,9	-154,7
Opérations de location-financement	49,8	46,3	95,4
Autres	-0,2	-0,3	-0,7
TOTAL INTERETS ET RESULTATS ASSIMILES	393,9	404,2	786,4

NOTE 21 - COMMISSIONS

(en millions d'euros)	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
PRODUITS DE COMMISSIONS			
Opérations avec les établissements de crédit	-	-	-
Opérations avec la clientèle	124,0	120,7	240,7
Opérations sur titres	2,3	3,8	5,5
Opérations de change et sur instruments financiers dérivés	0,9	0,9	1,9
Engagements de financement et de garantie	10,5	11,4	22,9
Prestations de services	296,5	310,4	629,7
Autres	-	-	-
SOUS-TOTAL	434,2	447,2	900,7
CHARGES DE COMMISSIONS			
Opérations avec les établissements de crédit	-0,3	-0,3	-0,7
Opérations sur titres (1)	-2,8	-76,0	-78,8
Opérations de change et sur instruments financiers dérivés	-	-	-0,1
Engagements de financement et de garantie	-0,3	-0,4	-0,5
Autres	-54,1	-54,9	-106,6
SOUS-TOTAL	-57,5	-131,6	-186,7
TOTAL COMMISSIONS NETTES	376,7	315,6	714,0

(1) Dont charges exceptionnelles liées aux pertes sur cessions d'actifs des fonds gérés par Etoile Gestion de -72,5 millions d'euros au 30 juin 2008 et -72,2 millions d'euros au 31 décembre 2008.

NOTE 22 - GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT

(en millions d'euros)	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Résultat net sur actifs financiers non dérivés de transaction	2,9	2,6	6,9
Résultat net sur actifs financiers à la juste valeur sur option	-1,1	-6,8	4,1
Résultat net sur passifs financiers non dérivés de transaction	-	-	-
Résultat net sur passifs financiers à la juste valeur sur option (1)	-4,5	91,8	29,8
Résultat sur instruments financiers dérivés de transaction	-9,1	-64,7	-38,6
Résultat net sur instruments de couverture / Couverture de juste valeur	6,3	19,7	-61,9
Réévaluation des éléments couverts attribuable aux risques couverts	-7,5	-18,0	63,0
Part inefficace de la couverture de flux de trésorerie	-	-	-
Résultat net sur opérations de change	3,0	4,2	8,2
TOTAL	-10,0	28,8	11,5

(1) Y compris une perte de 11,3 millions d'euros au titre de l'effet du spread de crédit propre dans la réévaluation des passifs financiers du Groupe au 30 juin 2009 (contre un gain de 43,7 millions d'euros au 30 juin 2008 et un gain de 28,4 millions d'euros au 31 décembre 2008).

Le résultat net sur les actifs et les passifs financiers à la juste valeur par résultat est déterminé à l'aide de techniques d'évaluation basées sur des paramètres observables.

NOTE 23 - GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE

(en millions d'euros)	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
ACTIVITE COURANTE			
Plus-value de cession	1,1	1,6	2,6
Moins-value de cession	-0,1	-0,5	-0,7
Perte de valeur des titres à revenu variable	-	-	-
Plus ou moins value de cession sur actifs financiers disponibles à la vente (activité d'assurance)	2,9	-	-1,5
SOUS-TOTAL	3,9	1,1	0,4
TITRES A REVENU VARIABLE DETENUS A LONG TERME			
Plus-value de cession	2,5	0,8	5,2
Moins-value de cession	-	-	-
Perte de valeur des titres à revenu variable	-	-0,7	-0,8
SOUS-TOTAL	2,5	0,1	4,4
TOTAL	6,4	1,2	4,8

NOTE 24 - FRAIS DE PERSONNEL

A- FRAIS DE PERSONNEL

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
(en millions d'euros)			
Rémunérations du personnel	-190,6	-185,9	-366,0
Charges sociales et fiscales sur rémunérations	-47,2	-47,4	-92,2
Charges de retraite	-32,5	-30,8	-71,7
Régimes à cotisations définies	-27,3	-26,8	-54,3
Régimes à prestations définies	-5,2	-4,0	-17,4
Autres charges sociales et fiscales	-26,0	-25,2	-50,3
Participation, intéressement et abondements	-26,6	-27,5	-43,3
Transfert de charges	3,2	2,8	6,0
TOTAL	-319,7	-314,0	-617,5

Les rémunérations variables versées en 2009 au titre de 2008 s'élèvent à 17,5 millions d'euros (hors charges sociales).

B- EFFECTIF

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Effectif inscrit (1)	8 672	8 659	8 797
Effectif moyen net présent (1)	8 752	8 578	8 775
Effectif moyen net présent directement rémunéré par le Groupe Crédit du Nord	7 949	7 958	7 956
Congés maternité, contrats de qualification / apprentissage	803	620	819

(1) Hors effectif Banque Pouyanne.

C- PLANS D'AVANTAGES EN ACTION

Montant de la charge enregistrée en résultat

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
(en millions d'euros)			
Charges nettes provenant des plans d'achat d'actions	-1,4	-2,1	-4,2
Charges nettes provenant des plans d'options et d'attribution gratuite d'actions	-1,6	-1,9	-2,9
TOTAL	-3,0	-4,0	-7,1

Description des nouveaux plans mis en place au cours du premier semestre 2009

Les régimes sur capitaux propres offerts aux salariés du Groupe Crédit du Nord au cours de la période se terminant le 30 juin 2009 sont brièvement décrits ci-dessous.

Options d'achat et de souscription

Emetteur : Société Générale	2009
Type de plan	Options de souscription
Autorisation des actionnaires	27/05/2008
Décision du Conseil d'Administration	09/03/2009
Nombre d'options attribuées	55 005
Durée de validité des options	7 ans
Modalités de règlement	Actions Société Générale
Période d'acquisition des droits	09/03/2009 - 31/03/2012
Conditions de performance	Conditions sur BNPA pour une liste d'attributaires
Conditions en cas de départ du Groupe	Perte
Conditions en cas de licenciement	Perte
Conditions en cas de départ à la retraite	Maintien
Cas de décès	Maintien 6 mois
Cours du titre à l'attribution (en euros) (moyenne des 20 dernières cotations)	24,45
Décote	0%
Prix d'exercice	24,45
Options exercées	-
Options perdues au 30 juin 2009	-
Options restantes au 30 juin 2009	55 005
Nombre d'actions réservées au 30 juin 2009	-
Cours des actions réservées (en euros)	-
Valeur des actions réservées (en millions d'euros)	-
Première date de cession	31/03/2013
Période d'interdiction de cession	1 an
Juste valeur (% du cours du titre à l'attribution)	25%
Méthode de valorisation utilisée	Monte-Carlo

Attribution gratuite d'actions

Emetteur : Société Générale	2009
Type de plan	Attribution gratuite d'actions
Autorisation des actionnaires	27/05/2008
Décision du Conseil d'Administration	20/01/2009
Nombre d'actions attribuées	123 732
Modalités de règlement	Actions Société Générale
Période d'acquisition des droits	20/01/2009 - 31/03/2012
Conditions de performance	Conditions sur BNPA pour une liste d'attributaires
Conditions en cas de départ du Groupe	Perte
Conditions en cas de licenciement	Perte
Conditions en cas de départ à la retraite	Maintien
Cas de décès	Maintien 6 mois
Cours du titre à l'attribution (en euros)	24,64
Actions perdues	256
Actions restantes au 30 juin 2009	123 476
Nombre d'actions réservées au 30 juin 2009	123 476
Cours des actions réservées (en euros)	64,35
Valeur des actions réservées (en millions d'euros)	7,9
Première date de cession	31/03/2014
Période d'interdiction de cession	2 ans
Juste valeur (% du cours du titre à l'attribution)	74%
Méthode de valorisation utilisée	Arbitrage

Attributions d'actions SG avec décote

Au titre de la politique d'actionnariat salarié du Groupe, la Société Générale a proposé le 23 avril 2009 à ses salariés de souscrire à une augmentation de capital réservée à un cours de 27,09 euros décoté de 20% par rapport à la moyenne des 20 dernières cotations de l'action Société Générale précédant cette date.

Le nombre d'actions souscrites par les salariés du Groupe CDN a été de 566 973, représentant une charge pour l'exercice 2009 de 2,9 millions d'euros (1,4 million d'euros au 30 juin 2009) pour le Groupe après prise en compte de la durée légale d'incessibilité de 5 ans des titres. Le modèle de valorisation utilisé, qui est conforme aux préconisations du Conseil national de la comptabilité sur les Plans d'épargne entreprise, compare le gain qu'aurait obtenu le salarié par la disposition immédiate des titres Société Générale et le coût notionnel que représente pour lui leur blocage sur 5 ans. Ce coût notionnel d'incessibilité est valorisé comme le coût net d'un achat comptant d'actions Société Générale financé par un crédit de trésorerie non affecté et non renouvelable d'une durée de 5 ans, et d'une vente à terme de ces mêmes actions à échéance de 5 ans. Les principaux paramètres de marché utilisés pour valoriser ce coût notionnel d'incessibilité en date d'attribution sont les suivants :

- cours moyen de l'action Société Générale retenu sur la période de souscription : 37,08 euros
- taux d'intérêt sans risque : 2,79 %
- taux d'intérêt d'un crédit de trésorerie non affecté à 5 ans applicable aux acteurs de marché bénéficiaires des titres incessibles : 6,50 %

Le coût notionnel d'incessibilité ainsi valorisé représente 20 % du cours comptant de l'action Société Générale en date d'attribution.

NOTE 25 - AUTRES CHARGES

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
(en millions d'euros)			
Loyers et charges locatives	-21,9	-20,2	-41,7
Redevances location-financement	-0,2	-0,2	-0,4
Services extérieurs et divers	-124,0	-84,4	-259,0
Intérimaires et contractants extérieurs	-2,0	-41,3	-4,5
Dépenses de télécommunication	-5,1	-5,4	-9,4
Transports et déplacements	-9,0	-9,9	-20,7
Charges refacturées à des tiers	1,0	0,9	2,5
Transfert de charges	12,9	10,7	22,8
TOTAL AUTRES CHARGES	-148,3	-149,8	-310,4

**NOTE 26 - DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS DES
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES**

Immobilisations d'exploitation

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
(en millions d'euros)			
Immobilisations incorporelles	-15,7	-15,5	-32,3
Immobilisations corporelles	-21,5	-21,0	-42,3
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	-37,2	-36,5	-74,6
Dont équipements informatiques et logiciels	-20,8	-20,4	-42,6

Il faut noter que, sur une dotation globale de 37,2 millions d'euros, la charge d'amortissement des équipements informatiques et des logiciels représente 20,8 millions d'euros (soit 56 % de l'ensemble) ; ceci reflète bien l'effort d'investissement effectué depuis maintenant plusieurs années tant au niveau de l'équipement informatique du réseau commercial du Groupe, que de certains systèmes opératoires centraux.

NOTE 27 - COUT DU RISQUE

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
(en millions d'euros)			
Dotations nettes pour dépréciation	-102,1	-40,3	-126,9
Pertes non couvertes par des provisions	-3,6	-6,6	-13,8
Récupérations sur créances amorties	3,2	5,3	8,1
Risques de contrepartie	-102,5	-41,6	-132,6
Dotations nettes aux autres provisions sur éléments de passifs éventuels	0,1	0,7	1,5
Pertes non couvertes par des provisions	-0,4	-0,3	-0,9
Autres risques	-0,3	0,4	0,6
TOTAL	-102,8	-41,2	-132,0

NOTE 28 - IMPOTS SUR LES BENEFICES

(en millions d'euros)	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Impôt courant	-42,9	-10,4	-24,1
Impôt différé	-3,7	-54,7	-99,2
TOTAL	-46,6	-65,1	-123,3

La réconciliation entre le taux d'impôt normatif du Groupe et le taux d'impôt effectif est présentée ci-dessous :

(en millions d'euros)	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Résultat avant impôts et résultats des sociétés mises en équivalence	146,8	199,2	380,4
Taux normal d'imposition applicable aux sociétés françaises (incluant la contribution de 3,3%)	34,43%	34,43%	34,43%
Différences permanentes	0,89%	-1,83%	-0,40%
Différentiel sur éléments imposés à taux réduit	-0,47%	-0,22%	-0,49%
Différentiel de taux d'imposition sur les profits taxés à l'étranger	-0,50%	-0,42%	-0,41%
Gain d'intégration fiscale	-1,37%	1,31%	-0,88%
Redressements et avoirs fiscaux	-0,54%	-0,23%	-0,02%
Changement de taux d'impôt	-	-	-
Autres éléments	-0,70%	-0,36%	0,18%
Taux effectif d'imposition du Groupe	31,74%	32,68%	32,41%

NOTE 29 - CONTRIBUTION DES ACTIVITES ET DES SOCIETES AU RESULTAT NET CONSOLIDE

Compte tenu des retraitements inhérents au processus de consolidation, les différentes sociétés du Groupe contribuent au résultat consolidé pour des montants qui peuvent être très différents des résultats individuels. Le tableau ci-dessous indique donc la contribution réelle (après retraitements de consolidation) des sociétés au résultat consolidé, en part du Groupe, ces sociétés étant regroupées par type d'activité.

Contribution au résultat consolidé (part du Groupe)

(en millions d'euros)	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Crédit du Nord	28,3	90,4	135,4
Banque Rhône-Alpes	11,3	14,3	28,5
Banque Tarneaud	8,3	10,3	18,5
Banque Courtois	15,7	18,8	33,2
Banque Laydernier	4,0	5,4	10,9
Banque Nuger	2,5	2,7	4,4
Banque Kolb	4,2	5,4	8,9
Norbail Immobilier	0,7	0,7	3,5
Société de Bourse Gilbert Dupont	0,2	0,5	0,7
Star Lease	3,2	2,4	5,0
Dexia-C.L.F. Banque	1,1	0,6	1,1
Nord Assurances Courtage	0,5	0,6	1,1
Autres sociétés	4,5	6,6	9,8
Sous-total activité bancaire	84,5	158,7	261,0
Etoile Gestion	7,3	-33,4	-21,6
Sous-total activité gestion d'actifs	7,3	-33,4	-21,6
Antarius (1)	6,2	6,5	13,3
Sous-total activité assurance	6,2	6,5	13,3
TOTAL TOUTES ACTIVITES	98,0	131,8	252,7

(1) Y compris les OPCVM d'assurance sous-consolidés.

Part des activités dans le résultat d'ensemble	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Activité bancaire	86,2%	120,4%	103,3%
Gestion d'actifs	7,5%	-25,3%	-8,6%
Assurance	6,3%	4,9%	5,3%

5- RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Crédit du Nord

Société Anonyme

59, boulevard Haussmann
75008 – PARIS

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier 2009 au 30 juin 2009

ERNST & YOUNG et Autres
41, rue Ybry
92576 Neuilly-sur-Seine Cedex
S.A.S à capital variable

DELOITTE & ASSOCIÉS
185, avenue Charles de Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

CREDIT DU NORD

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier 2009 au 30 juin 2009

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code Monétaire et Financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés du Crédit du Nord, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration dans un contexte de crise économique et financière toujours caractérisé par une très forte volatilité sur les marchés financiers ainsi que par le manque de visibilité sur le futur. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 –norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 de l'annexe des comptes consolidés semestriels résumés, qui décrit les nouvelles normes et interprétations que le Crédit du Nord a appliquées à compter du 1^{er} janvier 2009.

II- Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly-sur-Seine, le 28 août 2009

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG et Autres



Bernard HELLER

DELOITTE & ASSOCIÉS



Jean-Marc MICKELER

V. TABLE DE CONCORDANCE

Rubriques	N° de page du document de référence	N° de page de l'actualisation
1. Personnes responsables	198	2
2. Contrôleurs légaux	198	3
3. Informations financières sélectionnées		
3.1. Informations financières historiques sélectionnées pour l'émetteur, pour chaque exercice	4-5	
3.2. Informations financières sélectionnées pour des périodes intermédiaires	-	6 - 7
4. Facteurs de risques	41 ;74 à 85 ;197	-
5. Informations concernant l'émetteur		
5.1. Histoire et évolution de la société	194	-
5.2. Investissements	6 ;14 ;31 ;96-97	9 ; 26
6. Aperçu des activités		
6.1. Principales activités	15 à 20	11 à 16
6.2. Principaux marchés	32 ; 91-92	42
6.3. Evénements exceptionnels	-	-
6.4. Degré de dépendance de l'émetteur à l'égard de brevets ou de licences, de contrats industriels, commerciaux ou financiers ou de nouveaux procédés de fabrication	197	-
6.5. Eléments sur lesquels est fondée toute déclaration de la société concernant sa position concurrentielle	32	-
7. Organigramme		
7.1. Description sommaire du Groupe	10	-
7.2. Liste des filiales importantes	127 à 129 ; 174 à 176	-
8. Propriétés immobilières, usines, équipements		
8.1. Immobilisations corporelles importantes existantes ou planifiées	96-97	-
8.2. Questions environnementales pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles	-	-
9. Examen de la situation financière et du résultat		
9.1. Situation financière	21 à 30	17 à 25
9.2. Résultat d'exploitation	21 à 27	17 à 23
10. Trésorerie et capitaux		
10.1. Informations sur les capitaux de l'émetteur	28-29; 49 à 51	24 ; 29
10.2. Source et montant des flux de trésorerie de l'émetteur	52	30
10.3. Informations sur les conditions d'emprunt et la structure de financement de l'émetteur	90 ; 99-100 ; 106	41; 46 -47
10.4. Informations concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé ou pouvant influencer sur les opérations de l'émetteur	-	-
10.5 Informations concernant les sources de financement attendues nécessaires pour honorer les engagements visés aux points 5.2 et 8.1	-	-
11. Recherche et développement, brevets et licences	-	-

12. Informations sur les tendances	30	25
13. Prévisions ou estimations du bénéfice	-	-
14. Organes d'administration, de direction et de surveillance et direction générale		
14.1. Conseil d'Administration et Direction Générale	2	4
14.2. Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance de la Direction Générale	177 à 179	-
15. Rémunérations et avantages		
15.1. Montant de la rémunération versée et avantages en nature	180 à 187	-
15.2. Montant des sommes provisionnées ou constatées par ailleurs par l'émetteur aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	124	-
16. Fonctionnement des organes d'administration et de direction		
16.1. Date d'expiration des mandats actuels	2	4
16.2. Contrats de service liant les membres des organes d'administration	-	-
16.3. Informations sur le comité d'audit et le comité de rémunération de l'émetteur	2 ; 180-181	-
16.4. Déclaration indiquant si l'émetteur se conforme, ou non, au régime de gouvernement d'entreprise	-	-
17. Salariés		
17.1. Nombre de salariés	23 ; 117	19 ; 60
17.2. Participations et stock-options des administrateurs	182 à 186	-
17.3. Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de l'émetteur	196	-
18. Principaux actionnaires		
18.1. Actionnaires détenant plus de 5% du capital social ou des droits de vote	196	-
18.2. Droits de vote différents des actionnaires susvisés	196	-
18.3. Contrôle de l'émetteur	196	-
18.4. Accord connu de l'émetteur, dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de son contrôle	-	-
19. Opérations avec des apparentés	124-125	-
20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur		
20.1. Informations financières historiques	46 à 129; 134 à 176	-
20.2. Informations financières pro forma	-	-
20.3. Etats financiers	46 à 129; 134 à 176	-
20.4. Vérification des informations financières historiques annuelles	130-131 ; 188-189	-
20.5. Date des dernières informations financières	46	27
20.6. Informations financières intermédiaires	-	27 à 66
20.7. Politique de distribution des dividendes	196	5
20.8. Procédures judiciaires et d'arbitrage	197	-
20.9. Changement significatif de la situation financière ou commerciale	30	25

21. Informations complémentaires		
21.1. Capital social	194	-
21.2. Acte constitutif et statuts	194-195	-
22. Contrats importants	-	-
23. Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts	-	-
24. Documents accessibles au public	195	-
25 Informations sur les participations	127 à 129 ; 174 à 176	-